"Behind the Berlin Wall – State Security in the GDR Dictatorship"

7 novembre 2019 – 19 avril 2020

FR

Note

Cette traduction est fournie à titre purement indicatif.
Bien que tous les efforts aient été déployés pour assurer une traduction fidèle, le Parlamentarium, le musée de la Stasi ou tout autre partenaire ou institution impliqué dans la rédaction de ce document ne peut être tenu responsable des inexactitudes ou des anomalies résultant de la traduction.
La version originale du texte, telle que rédigée par le Stasi Museum, est le texte en allemand.

3 Staatssicherheit in der SED-Diktatur
Sûreté de l'état sous la dictature du SED

Derrière le mur de Berlin

À l'initiative du sénateur berlinois pour la culture et l'Europe, le Dr Klaus Lederer, le musée de la Stasi de Berlin a élaboré cette exposition spéciale à l'occasion du 30e anniversaire de la chute du mur de Berlin. La présentation est fondée sur l'exposition permanente du musée de la Stasi, inaugurée le 15 janvier 2015.

Le ministère de la Sécurité d'État (MfS, communément appelé «Stasi») était le principal (mais non pas l'unique) instrument de pouvoir que détenait la présidence du Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED) en République démocratique allemande (RDA). Tout ce qui avait trait à l'État devait d'abord servir à garantir le pouvoir dictatorial. Il était essentiel, pour les dirigeants, que les ressortissants de la RDA ne puissent pas échapper à la dictature en prenant la fuite; c'est pourquoi les issues furent bloquées très tôt. Le «vote avec les pieds», qui était pour beaucoup la dernière échappatoire, était devenu dangereux.

L'ouverture, le 9 novembre 1989, du mur de Berlin et de la frontière interallemande, une grande victoire de la révolution pacifique, ne marqua pas uniquement le retour de la liberté de circulation: les habitants de la RDA avaient imposé leur liberté de choisir.

Peu de temps après, des manifestants prirent le contrôle des services du MfS, dont ils sauvegardèrent, dans la mesure du possible, les archives. Ils créèrent ainsi les conditions nécessaires pour examiner l'appareil répressif et ses méthodes.

L'accès aux documents de la Stasi est réglementé par la loi sur les dossiers de la Stasi depuis 1991. Cette loi garantit également la protection des données à caractère personnel.

L'exposition présente des documents originaux du MfS, qui constituent la preuve des activités des services de la Stasi. Les noms des personnes qui n'étaient pas des agents du ministère ne sont donc pas identifiables.

4

Die Stasi-Zentrale
La Centrale de la Stasi

«Mielkes Revier»

La centrale du ministère de la Sécurité d'État (MfS) à Berlin-Lichtenberg: au départ, le MfS ne disposait que de quelques pièces dans l'ancien centre des impôts; à la fin, la centrale de la Stasi comptait environ 50 bâtiments de service, sur une superficie de 22 hectares, et employait jusqu'à 7 000 agents officiels. Le centre était constitué de la Maison 1 («Haus 1»). Erich Mielke, le ministre de la Sécurité d'État, y siégeait depuis 1962.

L'expansion du site modifia considérablement l'environnement urbain: des tronçons entiers de routes disparurent, des maisons furent démolies, des voies d'accès condamnées. Le ministère construisit de nouveaux bâtiments, dont une annexe d'approvisionnement destinée aux agents de la Sécurité d'État, dotée d'une galerie marchande, d'un salon de coiffure, d'une agence de voyages et d'autres magasins, ainsi que plusieurs immeubles de bureaux. Ce complexe placé sous haute surveillance fut marqué comme une zone blanche sur les plans de la ville de Berlin-Est.

Légende des illustrations

Après la création du MfS en février 1950, celui-ci déménagea dans l'ancien centre des impôts de Lichtenberg, qui devint par la suite la Maison 2 de la centrale (années 50)
BStU, MfS, ZAIG, Fo 597, photo 2

–

Porte principale de la centrale du ministère de la Sécurité d'État, dans la Ruschestraße (années 80). À partir des années 50, la centrale fut constamment agrandie et, dans les années 80, le site fut hermétiquement clos: les entrées étaient surveillées par des gardes en uniforme et des agents du ministère en civil sécurisaient les alentours.
BStU, MfS, BdL, Fo 295, photo 4

–

L'église néo-apostolique consacrée en 1931, située au nº 20 de la Normannenstraße (1934)
Archives nationales de Berlin, F. Rep. 290, fig. 65/3057

–

En 1979, la Stasi fit démolir l'église néo-apostolique de la Normannenstraße en vue d'y construire une annexe centrale de service et d'approvisionnement, la Maison 18. En retour, la paroisse se vit offrir une nouvelle église sur la Münsterlandplatz.
BStU, MfS, VRD 5903

5

Haus 1
Maison 1

Siège de Mielke - Le musée de la Stasi à Berlin

La Maison 1 fut construite en 1960-1961 sur le site du ministère de la Sécurité d'État (MfS), à Berlin-Lichtenberg. Une fois la construction terminée, Erich Mielke, ministre de la Sécurité d'État depuis 1957, prit ses quartiers dans son nouveau bureau, depuis lequel il dirigerait dorénavant le ministère.

Le 7 novembre 1989, Erich Mielke et le reste du gouvernement de la RDA démissionnèrent, suivis, le lendemain, par l'ensemble du Politburo du comité central du SED. Cette date marqua la fin du MfS. À partir de décembre 1989, des militants et militantes prirent possession des bureaux de la Stasi dans toute la RDA.

La centrale de la Stasi fut finalement prise par les manifestants le 15 janvier 1990. Le soir même, le Comité citoyen berlinois fut fondé. Une semaine plus tard, la Table ronde centrale, un comité de transition composé de militants des droits civiques et de représentants du régime du SED, décida de créer un «Lieu commémoratif et centre de recherche sur le stalinisme en RDA» au sein de la Maison 1.

Pour que cette décision ne reste pas qu'une simple déclaration d'intention, des membres du Comité citoyen berlinois et d'autres défenseurs des droits civiques prirent l'initiative et entreprirent de préserver l'état d'origine de la Maison et de l'inventaire. En août, ils fondèrent l'Antistalinistische Aktion e.V. (ASTAK e.V., «Action anti-stalinienne»). Cette association inaugura, le 7 novembre 1990, le centre Normannenstraße, un site de recherche et de commémoration, avec une première exposition. Depuis lors, le musée de la Maison 1 (rebaptisé depuis «musée de la Stasi») est administré par l'ASTAK e.V.

Le bâtiment est désormais classé monument historique et, en 2010 et 2011, il a été rénové et restauré conformément aux règles fédérales qui en découlent, sous l'égide du délégué du gouvernement fédéral pour la culture et les médias. Plus de 100 000 personnes visitent le musée de la Stasi chaque année.

Légende des illustrations

Entrée de la Maison 1
Au milieu des années 70, de nouveaux immeubles furent construits sur la Frankfurter Allee. Les agents du ministère vérifièrent alors si l'entrée de la Maison 1 était visible depuis ces nouveaux bâtiments (photo de gauche, 1974). Un brise-vue supplémentaire, composé d'éléments en béton, protégeait l'entrée des regards indiscrets (photo de droite, 1975-1976).
BStU, MfS, ZAIG, Fo 598, photo 18, 73

–

Bureau d'Erich Mielke au musée de la Stasi (2012)
L'étage ministériel d'Erich Mielke, avec ses bureaux et ses salles privées, la salle de conférence et plusieurs bureaux de ses collaborateurs, a été conservé dans son état originel et fait partie de l'exposition permanente du musée de la Stasi.
Crédit photo: John Steer

Erich Mielke dans son bureau (photo non datée)
Mielke décore son adjudant, Hans Carlsohn.
BStU, MfS, SdM, Fo 198, photo 1

–

Centre de recherche et de commémoration Normannenstraße (milieu des années 90)
Depuis novembre 1990, l'ASTAK e.V. assure la gestion du musée dans la Maison 1.
Crédit photo: Ralf Drescher

–

Vue aérienne de la Maison 1 (2014)
Le tampon «Eingegangen am...» résulte d'un concours d'art en architecture lancé lors de la rénovation de la Maison 1 en 2010/2011 et remporté par le groupe Raumlabor Berlin.
BStU, crédit photo: Thomas Rosenthal

–

Vue de la Maison 1 depuis les immeubles résidentiels de la Frankfurter Allee (années 70)
À la fin des années 70, le ministère fit construire le nouveau bâtiment administratif des services de renseignement (HV A) (Maison 15). Les hauts bâtiments préfabriqués étaient également destinés à obstruer la vue vers l'intérieur du site.
BStU, MfS, BdL, Fo 0227, Photo 0026

6

Errichtung einer Diktatur
L'établissement d'une dictature

Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, les puissances victorieuses voulurent diviser l'Allemagne en trois zones occupées: à l'ouest se trouvaient les zones américaine et britannique et à l'est, la zone soviétique. Charles de Gaulle, président de la France depuis la libération du pays en 1944, et Winston Churchill firent pression pour que soit créée une quatrième zone occupée pour la République française. Toutefois, leurs revendications se heurtèrent au refus de Staline jusqu'à la conférence de Yalta, en février 1945. Churchill appuya la requête de Charles de Gaulle car il ne voulait pas se retrouver seul face à l'Union soviétique communiste après le retrait des États-Unis qui devait avoir lieu deux ans plus tard. Staline finit par céder et, à partir de juillet 1945, la France devint officiellement la quatrième force d'occupation. Avant même la fin de la guerre, le conflit qui diviserait l'Allemagne et l'Europe pendant des décennies était devenu visible: d'un côté, la politique de l'Union soviétique avait pour objectif un gain de terres et de pouvoir; de l'autre, la politique de l'Occident était centrée sur l'instauration de la démocratie en Europe.

Du 17 juillet au 2 août 1945, les puissances victorieuses se réunirent, sans la France, à l'occasion de la conférence de Potsdam. Le conflit entre l'Union soviétique et l'Occident devint alors de plus en plus manifeste. Les parties à la conférence avaient des points de vue divergents quant au développement futur de l'Allemagne et ne purent donc pas parvenir à un accord. Elles ne publièrent un communiqué commun présentant des déclarations d'intention non contraignantes que le 2 août. La conférence de Potsdam marque donc non seulement la fin de la Seconde Guerre mondiale en Europe, mais aussi le début du conflit Est-Ouest. L'échec de la politique d'occupation commune aboutira à une division de l'Allemagne qui perdurera durant plus de 40 ans.

7

Die Gründung der DDR
La création de la RDA

Juste après la guerre, les communistes allemands sous le régime soviétique commencèrent à instaurer un régime dictatorial dans la zone d'occupation soviétique de l'Allemagne (SBZ). En 1946, sous la pression soviétique, le Parti communiste d'Allemagne (KPD) et le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) fusionnèrent pour former le Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED). Son Comité central et son Politburo constituaient le centre du pouvoir de la dictature. Le 7 octobre 1949, les dirigeants du SED, avec l'appui d'autres forces politiques, fondèrent leur État sur le territoire de la SBZ: la République démocratique allemande (RDA).

Les dirigeants créèrent un système fondé sur la violence et la menace, la récompense et le favoritisme. L'individu devait être formé de manière à se conformer et à obéir au régime et, si possible, collaborer avec ce dernier. Progressivement, le SED s'assura un accès illimité à presque tous les domaines de la vie afin de contrôler totalement la population et de récompenser ou de réprimer les citoyens, le cas échéant.

Au cœur de l'appareil gouvernemental figurait le ministère de la Sécurité d'État (MfS), qui, sous la direction du SED, avait pour rôle de préserver le «pouvoir des ouvriers et des paysans» et d'affermir le règne du SED.

La frontière entre la zone d'occupation soviétique et les zones occidentales, qui resta ouverte dans un premier temps, permit à de nombreuses personnes de fuir la dictature qui se mettait en place. Les dirigeants du SED commencèrent par fermer la frontière interallemande, la plaçant sous haute surveillance. Il ne restait donc aux réfugiés de la RDA que la frontière entre les secteurs de la ville divisée de Berlin. Les dirigeants de la RDA supprimèrent cette option en érigeant, à partir du 13 août 1961, des barrières autour des secteurs ouest de Berlin. Dès lors, les fugitifs furent impitoyablement fusillés.
Le 13 août 1961, plus de 3 millions de personnes avaient fui la RDA.

Légende des illustrations

Affiche de propagande, Dresde (1951)
Avec le slogan «Apprendre de l'Union soviétique, c'est apprendre à gagner», le SED érigea l'Union soviétique en modèle afin de tisser des liens étroits avec l'occupant au sein de la population de la RDA.
Stadtgeschichtliches Museum Leipzig, Inv.-Nr. PL 51/74a

–

Manifestation de masse sur la place August-Bebel à Berlin-Est, dans la soirée du 11 octobre 1949, à l'occasion de la création de la République démocratique allemande (RDA) quatre jours auparavant.
Archives fédérales, photo 183-S88796, crédit photo: Erich Zühlsdorf

–

Cinquième congrès du SED à Berlin-Est (10 juillet 1958)
Walter Ulbricht (deuxième à partir de la droite) proclama en cette occasion «l'expansion rapide du socialisme» et la «supériorité de l'ordre social socialiste». Le chef de l'État soviétique Nikita Khrouchtchev (deuxième à partir de la gauche) prit également part à ce congrès.
Archives fédérales, photo 183-57000-0139

–

En avril 1946, le KPD et le SPD furent contraints de fusionner pour former le Parti socialiste unitaire allemand (SED).
La poignée de main entre le président du KPD Wilhelm Pieck (à gauche) et le président du SPD Otto Grotewohl (à droite) devint le symbole du nouveau parti.
Archives fédérales, ADN-Zentralbild, photo 183-W0910-305

8 Herrschaftsanspruch der Partei
La revendication du pouvoir par le Parti

Le Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED) justifia son régime dictatorial par l'idéologie marxiste-léniniste. Le marxisme-léninisme permit aux fonctionnaires de mettre leur soif de pouvoir et leur domination sans scrupules au service de la classe ouvrière.

En même temps, c'est par rapport à cette l'idéologie qu'était formellement appréciée la volonté de soumission des personnes vivant sous la dictature. L'éducation des individus au sein de la RDA avait pour mission d'établir et de promouvoir cette volonté de soumission. La loi sur la jeunesse de la RDA de 1974 formula l'objectif «d'éduquer tous les jeunes pour qu'ils deviennent des citoyens fidèles aux idées du socialisme». La fidélité est, ici, synonyme de soumission. En outre, l'interprétation des «idées du socialisme» était déterminée de manière unilatérale par le SED. L'objectif de cette éducation était donc l'adaptation disciplinée du comportement des individus aux normes fixées. Dès leur enfance, on enseignait aux citoyens de la RDA des notions, des slogans, des interprétations et des comportements connotés sur le plan idéologique. Les questions, doutes et rejets étaient considérés comme des preuves évidentes d'un manque de loyauté ou de fiabilité politique, voire comme un acte de rébellion.

9

Erziehen und Formen
Éduquer et Façonner

«La construction du socialisme passe avant tout par l'éducation du peuple.»

Les dirigeants de la RDA considéraient l'éducation rigoureuse de tous les habitants de la RDA comme un élément essentiel à la consolidation de leur pouvoir. La population devait se montrer loyale envers le socialisme. Des jeux, des histoires et des chansons véhiculaient les idéaux socialistes dès la crèche et la maternelle, et l'éducation politique se poursuivait à l'école. L'objectif était de former des «personnalités socialistes». Chaque individu faisait partie d'un groupe plus large, un «collectif», dont l'orientation et les règles étaient déterminées par le Parti. «L'homme nouveau» devait non pas s'appréhender en tant qu'individu, mais se subordonner au collectif; les besoins individuels n'étaient pas pris en compte. Les normes de la collectivité devaient également imposer les objectifs éducatifs souhaités d'un point de vue idéologique face aux intérêts et à la résistance de l'individu. Les pédagogues de la RDA décrivaient l'objectif de cette éducation comme suit: «L'enfant doit sentir que toute contestation est inutile et qu'elle ne sera pas tolérée».

En outre, la structure hiérarchique des groupes simplifiait le contrôle politique et social. Des collectifs étaient donc formés dans tous les domaines de la vie: de la crèche aux brigades ouvrières, des organisations d'enfance et de jeunesse aux syndicats et autres organisations de masse.

Légende des illustrations

Affiche de propagande (1974)
«La RDA - c'est nous - et c'est moi»
Collection de l'ASTAK e.V.

–

Walter Ulbricht, premier secrétaire du Comité central du SED et vice-premier ministre de la RDA, au cinquième congrès du SED à Berlin-Est (10 juillet 1958)
Archives fédérales, photo 183-57000-0122

–

Erich Honecker (au centre) entouré de «pionniers», Dresde (21 août 1982)
Derrière Honecker se trouve Egon Krenz, alors premier secrétaire du conseil central de la Jeunesse libre allemande (FDJ).
Archives fédérales, photo 183-1982-0821-034, crédit photo: Rainer Mittelstädt

–

Affiche annonçant le 11e congrès du SED (1986)
«Nous sommes avec vous, le Parti»
Collection de l'ASTAK e.V.

10

Erziehen und Formen
Éduquer et Façonner

«Pour la paix et le socialisme»

Lors de leur première année d'école primaire, presque tous les enfants recevaient un foulard bleu en signe d'appartenance aux Jeunes pionniers, l'organisation socialiste pour l'enfance de la RDA. L'organisation des pionniers influençait la vie quotidienne de l'école, décernait des prix, organisait des festivités et des concours. Les offres des groupes de pionniers déterminaient également les loisirs des élèves. La direction de l'école, les enseignants et l'organisation des pionniers travaillaient main dans la main pour éduquer les enfants à devenir des citoyens convenables et obéissants aux yeux du SED.

Après la période des pionniers, la plupart des élèves de quatrième (huitième année scolaire) intégraient la Jeunesse libre allemande (FDJ). La FDJ était l'unique organisation de jeunesse autorisée en RDA et reconnaissait officiellement le «rôle moteur» du SED et du socialisme. Elle avait pour mission d'éduquer et de guider les jeunes. La FDJ avait une influence sur la sphère scolaire ainsi que sur la formation des jeunes au sein des entreprises et des universités; ceux qui décidaient de ne pas y adhérer risquaient d'être désavantagés tant au niveau de leur éducation que de leur carrière.

L'acquisition de compétences militaires et la transmission d'une image radicale de l'ennemi constituaient le fer de lance de l'éducation socialiste en RDA. Faisant partie intégrante de toute éducation publique, la formation militaire commençait dès la petite enfance: des jouets de guerre étaient mis à la disposition des élèves de maternelle. Des contenus militaires étaient également enseignés dans le cadre de toutes les matières scolaires. À partir de 1978 apparurent en outre les sciences militaires.

Légende des illustrations

Walter Ulbricht s'adresse aux participants d'une Jugendweihe (consécration de la jeunesse) à Gera (février 1958)
Les dirigeants du SED firent de la tradition de la Jugendweihe une cérémonie d'accueil dans le monde des adultes, créant ainsi un rituel de substitution aux rites ecclésiastiques, comme la confirmation. Contrairement aux organisations étatiques, les Églises, dotées d'un cadre distinct, offraient un espace que les dirigeants pouvaient difficilement contrôler. Le slogan qui surplombe la scène se traduit ainsi: «La consécration des jeunes - Un témoignage de la grande et noble cause du socialisme».
Archives fédérales, photo 183-51664-0001, crédit photo: Blumenthal (photo au centre)

–

Manège pour enfants au marché de Noël, Berlin-Mitte (1987)
Ostkreuz, crédit photo: Harald Hauswald

11

Mauerbau
La construction du mur de Berlin

Une société clôturée

Dans les premiers temps, de nombreuses personnes traversèrent la frontière encore ouverte entre la zone d'occupation soviétique (SBZ) et les zones occidentales pour fuir la dictature émergente. La première mesure que prit le gouvernement du SED, en mai 1952, fut la fermeture de la frontière interallemande, qu'il plaça sous haute surveillance. Il ne restait donc aux réfugiés de la RDA que la frontière qui divisait les secteurs de Berlin. Les dirigeants de la RDA supprimèrent cette option en érigeant, à partir du 13 août 1961, des barrières autour des secteurs ouest de Berlin. Dès lors, les fugitifs furent impitoyablement fusillés.

La frontière interallemande s'étendait sur près de 1 400 kilomètres. En 1989, environ 1,3 million de mines terrestres furent posées sur un tronçon de 900 km. Entre 1971 et 1984, 55 000 dispositifs de tir autoguidé furent installés sur la clôture frontalière. Sur certaines parties de la frontière, quelque 3 000 chiens spécialement dressés pour intercepter les humains montaient la garde.

Le mur de Berlin fut consolidé à plusieurs reprises. Il mesurait un peu plus de 156 kilomètres de long. Dans son état final, il était constitué d'un «arrière-mur» formant un «couloir de la mort» qui pouvait atteindre 150 mètres de large. Il se terminait par une «barrière de contact» assortie d'une piste pour chiens de garde dissimulée; venaient ensuite des miradors, des bunkers et un «chemin de ronde». Un projecteur éclairait vivement le couloir de la mort pendant la nuit. Le dernier obstacle était constitué d'une tranchée et d'un mur en béton d'une hauteur de près de quatre mètres, avec une partie en béton roulé.
Jusqu'en novembre 1989, près de 700 personnes trouvèrent la mort en tentant de fuir par la frontière interallemande et le mur de Berlin, et environ 200 personnes périrent en tentant de rejoindre l'Ouest via la mer Baltique.

Légende des illustrations

Le mur de Berlin à la frontière sectorielle entre Mitte et Kreuzberg, près du poste frontière «Checkpoint Charlie» (août 1961)
Au milieu des années 70, le régime du SED remplaça les anciennes barricades de son «mur de protection antifasciste» (c'est ainsi que le régime désignait le mur) par un nouveau type de construction baptisé «Grenzmauer 75».
Berliner Mauer Online, crédit photo: Heiko Burkhardt

–

Extrait du procès-verbal d'une réunion de service, le 11 août 1961
Peu avant la construction du mur, Erich Mielke prépare ses principaux collaborateurs aux «mesures décisives» qui seront annoncées dans les jours à venir.
BStU, MfS, SdM, Fo 2861, photo 233

–

Gros plan d'une mine antipersonnel SM-70 placée au niveau d'une barrière frontalière de la RDA (photo MfS) (vers 1976)
BStU, MfS, HA I, nº 18346, photo 27

–

Johannes Sturm, chef de la police de Berlin-Ouest, inspecte la frontière renforcée par des barbelés qui sépare les secteurs (1961)
BStU, MfS, HA IX, Fo 1428, photo 1

–

Le chef de la police de Berlin-Est, Fritz Eikemeier, le chef de la Stasi, Erich Mielke, et Erich Honecker (de gauche à droite) inspectent le mur (1961)
Collection historique de la police de Berlin, photo nº 242/61

En sa qualité de secrétaire à la sécurité du Comité central du SED, il participe activement à l'organisation de la construction du mur.
Collection historique de la police de Berlin, photo nº 204/61

–

Le mur de Berlin (années 70)
Le mur et le couloir frontalier entouraient tout Berlin-Ouest (à gauche) et traversaient la ville divisée. La population de Berlin-Ouest vivait littéralement à l'ombre du mur.
BStU, MfS, HA IX, Fo 362, photo 40

–

Vue aérienne du tracé du mur au niveau de la porte de Brandebourg (mars 1989)
La porte de Brandebourg, sur le territoire de Berlin-Est, fut hermétiquement close et fermée au public. Le secteur de Berlin-Ouest commençait derrière le mur.
BStU, MfS, HA I, Fo 365, photo 0033

–

Membres des groupes de combat de la RDA, du côté ouest de la porte de Brandebourg (14 août 1961)
Des organes armés de la RDA sécurisèrent le tracé de la frontière pendant la construction du mur.
Archives fédérales, photo 183-85458-0001, crédit photo: Peter Heinz Junge

12 Das Ministerium für Staatssicherheit
Le Ministère de la Sécurité d'État

«Le bouclier et le glaive du Parti»

Le 30 juillet 1946, l'Administration militaire soviétique en Allemagne (SMAD) créa l'Administration intérieure allemande (DVdI) dans la zone d'occupation soviétique (SBZ). Les anciennes administrations de la police fédérale étaient désormais subordonnées à cet organe central de gestion. Tous les postes de direction de cette nouvelle administration étaient occupés par des fonctionnaires communistes fiables. Erich Mielke, qui deviendrait par la suite ministre de la Sécurité d'État, fut nommé vice-président et chargé des questions relatives au personnel. La DVdI devait assurer les «progrès révolutionnaires». À partir de janvier 1947, les brigades de la police d'État chargées des infractions politiques furent centralisées et regroupées pour former la Kriminalpolizei 5 (K5). Les missions de la K5 comprenaient des travaux d'enquête sur la dénazification et les crimes politiques, mais aussi des missions de renseignement, telles que la surveillance des équipements de radio- et télédiffusion.

En décembre 1948, cédant aux pressions des dirigeants du SED, Joseph Staline permit l'établissement d'un appareil de sécurité secret dans la SBZ. Cette tâche revint à Erich Mielke. Prenant pour base la K5, il forma l'administration centrale pour la protection de l'économie nationale au sein de la DVdI. Après la création de la RDA, le 7 octobre 1949, le ministère de l'intérieur (MdI) nouvellement formé reprit les fonctions assumées jusqu'alors par la DVdI. En février 1950, l'administration centrale pour la protection de l'économie nationale fut séparée du MdI et devint le ministère de la Sécurité d'État.

Légende des illustrations

«Loi portant création d'un ministère de la Sécurité d'État» (8 février 1950)
Avant la création du ministère, pour en garantir la légitimité, Erich Mielke lança une campagne de presse contre les «espions, saboteurs et agents». La loi ne comportait que deux paragraphes et n'octroyait aucun pouvoir de contrôle au Parlement ou au Conseil des ministres. Cette loi succinte disposait seulement que l'administration centrale de la protection de l'économie nationale existante deviendrait un ministère «indépendant» chargé de la sécurité de l'État.
BStU, MfS, AGM, 2930, Photo 13

–

Wilhelm Zaisser (1893-1958), ministre de la Sécurité d'État de 1950 à 1953 (22 février 1950)
Ce fils de sergent de police rejoignit le KPD nouvellement fondé après la Première Guerre mondiale. À Moscou, il reçut une formation de «politique militaire» et travailla pour les services secrets militaires soviétiques. Il participa à la guerre civile espagnole sous le pseudonyme «Général Gomez», puis, de retour à Moscou, il travailla sur le projet de création d'une «nouvelle Allemagne».
Wilhelm Zaisser fut le premier ministre de la Sécurité d'État en RDA. Il était membre du Politburo du SED. Après le soulèvement populaire du 17 juin 1953, il fut démis de ses fonctions et expulsé du parti.
Archives fédérales, B 285, photo 04246.

En juillet 1953, à l'instigation des Soviétiques, Wollweber prit la direction de la Sécurité d'État de la RDA. Son administration fut marquée par sa dureté envers ses «ennemis». Après un conflit avec Walter Ulbricht, Wollweber fut congédié en 1957.
Archives fédérales, photo 183-26755-0001, photo centrale/Sturm

–

Erich Mielke (1907-2000), ministre de la Sécurité d'État de 1957 à 1989 (20 décembre 1958)
Ce fils de charron rejoignit les communistes en 1921. En 1931, il s'enfuit en URSS après avoir abattu deux policiers. Il y reçut une formation à la «politique militaire», avant de participer à la guerre civile espagnole. En 1940, il s'installa sous une fausse identité dans le sud de la France et travailla dans l'organisation illégale du KPD. En 1944, il fut arrêté sans être reconnu et intégra l'unité de construction nationale-socialiste «Organisation Todt».
Après son retour à Berlin en juin 1945, Erich Mielke assuma rapidement un rôle majeur dans le développement de l'appareil de sécurité est-allemand. En 1950, en raison des réticences soviétiques, il ne devint que le deuxième homme du MfS. C'est en 1957, soutenu par Ulbricht, qu'il devint finalement ministre.
Archives fédérales, photo 183-60945-0005, crédit photo: Rudi Ulmer

13 Das Ministerium für Staatssicherheit
Le Ministère de la Sécurité d'État

«Nous devons tout savoir»

Le 8 février 1950, la Chambre du peuple de la RDA adopta une loi transformant l'administration centrale pour la protection de l'économie nationale en un ministère indépendant de la Sécurité d'État (MfS). Toutefois, cette loi ne contenait aucune disposition sur les tâches, les structures et les responsabilités de ce ministère. Wilhelm Zaisser, membre du Politburo et fonctionnaire expérimenté qui avait déjà prouvé sa fiabilité dans l'exécution des ordres des camarades soviétiques, fut le premier à être nommé premier ministre du MfS. Erich Mielke devint son secrétaire d'État.

Dans les années qui suivirent sa création, le ministère se concentra principalement sur l'instauration du nouveau régime. Dans ce contexte, il eut souvent recours à des arrestations arbitraires et à d'autres méthodes brutales.

Jusqu'à la fin des années 50, le MfS fut marqué par de violents conflits internes et par de nombreuses restructurations. De plus, en 1953, il se retrouva au cœur de l'intense lutte de pouvoir interne qui ébranla le SED après la mort de Joseph Staline. Ainsi, le MfS, d'abord dirigé par Zaisser (1950-1953), puis par Ernst Wollweber (1953-1957), était loin de la fonction et du pouvoir qui lui reviendraient ensuite sous la direction de Mielke.

Erich Mielke fut nommé ministre de la Sécurité d'État le 1er novembre 1957. Avec le bouclage complet de la RDA auquel aboutit la construction du mur de Berlin, personne ne pouvait plus échapper à la dictature. Par conséquent, les missions du MfS commencèrent à évoluer. Sous la direction d'Erich Mielke, la surveillance de l'ensemble de la population devint l'axe principal de l'action du ministère. Il en découla un système complet et presque infaillible de surveillance et d'espionnage. Grâce à de vastes activités d'espionnage et à l'influence politique qu'il exerçait secrètement en République fédérale d'Allemagne, le MfS devint également une arme importante dans la «lutte des classes» contre les puissances occidentales.

Légende des illustrations

Aperçu des services du ministère de la Sécurité d'État en RDA (1989)

Le MfS comptait 15 administrations de district, 209 districts et 7 départements de services. Le siège central de la Stasi était situé dans le quartier de Lichtenberg, à Berlin-Est.

Graphique: John Steer

14 Hauptamtliche Mitarbeiter
Les agents officiels

«Se protéger contre tout ennemi»

En raison de la place centrale qu'occupait le ministère de la Sécurité d'État dans la dictature du SED, la politique en matière de personnel était particulièrement importante. Dans sa phase de création, le ministère recrutait ses agents exclusivement parmi les communistes aguerris et les jeunes issus de familles d'ouvriers. Dans les années 60, le ministère se mit à sélectionner et à approcher directement les jeunes candidats. Il s'ensuivait un examen détaillé du candidat et de tous les membres de sa famille au premier degré ainsi que, parfois, de son cercle d'amis. Une attitude strictement communiste et le renoncement à tout contact avec l'Ouest étaient des conditions préalables indispensables pour toute fonction ultérieure au sein du MfS. Durant la phase de recrutement, le candidat s'engageait à soumettre toute sa vie aux exigences du service, y compris pour son mariage, qui devrait être approuvé par le MfS. En contrepartie, celui-ci promettait d'appuyer la formation ultérieure du candidat.

Le MfS était organisé selon des principes militaires. Les nouveaux agents prêtaient serment devant le drapeau de la RDA et signaient une déclaration d'engagement préétablie. Ils suivaient une formation militaire et recevaient une arme de service ainsi qu'un uniforme. La formation technique était dispensée dans les écoles du ministère.

En octobre 1989, les effectifs du MfS comprenaient plus de 91 000 agents. Parmi eux, environ 84 % étaient des officiers et des sous-officiers de carrière et environ 15 % étaient des sous-officiers et des soldats en service militaire. La proportion de femmes dans ces effectifs était de 16 % en 1989.

Légende des illustrations

Panneau explicatif du département «cadre et formation» du MfS intitulé «Dein Weg zu uns», après 1982
La Stasi utilisait de tels panneaux lors des réunions d'information dans les écoles, mais aussi lors des entretiens avec des élèves sélectionnés en vue de leur recrutement.
Collection de l'ASTAK e.V.

–

Évolution du nombre d'agents officiels du MfS
Alors que le ministère ne comptait qu'environ 2 700 agents au début des années 50, leur nombre était passé à environ 91 000 en 1989. Les effectifs enregistrèrent la plus forte hausse dans les années 70, lorsque le ministère assuma des tâches de contrôle supplémentaires dans le cadre de la politique de détente entre l'Est et l'Ouest.

–

Formation à l'armement au collège du MfS (1957)
BStU, MfS, HA IX, Fo 1413, photo 46

–

Un agent de la Stasi tire avec le pistolet de service «Makarow» pendant le 1er festival de sport militaire de l'administration du MfS du Grand Berlin (1959)
Le ministère disposait d'un vaste arsenal d'armes, y compris des pistolets, des mitrailleuses et des fusils antichars.
BStU, MfS, BV Berlin, Fo 139, photo 18

–

«Salle des traditions» de l'alliance sportive du MfS Dynamo à Berlin-Hohenschönhausen (31 décembre 1984)
BStU, MfS, HA IX, Fo 69, photo 7

15

Hauptamtliche Mitarbeiter
Les agents officiels

«De toutes mes forces»

Le ministère de la Sécurité d'État exigeait beaucoup de ses agents. Dans leur déclaration d'engagement, ces derniers promettaient de lutter «activement, en engageant toutes [leurs] forces et toute [leur] personne» pour accomplir leurs missions professionnelles. Ils promettaient de soumettre leur vie privée au contrôle étendu du MfS et de garder strictement secret tout ce qui concernait leur travail au ministère, même à l'égard des membres de leur famille proche.

Les agents du MfS percevaient en contrepartie une rémunération très élevée. Par exemple, après dix ans de service, un capitaine pouvait gagner autant qu'un directeur d'usine. En outre, contrairement aux habitants ordinaires de la RDA, les agents de la Stasi pouvaient faire leurs achats dans leurs propres magasins, qui leur proposaient un vaste panel de marchandises. Le MfS mettait par ailleurs à leur disposition des appartements et leur offrait de bons soins médicaux.

Ce n'est pas l'agent qui prenait la décision de quitter ses fonctions au sein du ministère, mais une autorité supérieure.

Légende des illustrations

Panneau explicatif du département «cadre et formation» du MfS intitulé «Dein Weg zu uns», après 1982
Tous les agents du MfS prêtaient serment d'allégeance.
Collection de l'ASTAK e.V.

16

Inoffizielle Mitarbeiter
Collaborateurs officieux

«L'arme principale dans la lutte contre l'ennemi»

Le MfS, pour s'acquitter de ses diverses missions, avait recours à des informateurs secrets en plus de ses agents officiels. À partir de 1968, ces informateurs portèrent le nom de collaborateurs officieux (IM). Ils fournissaient des informations et mettaient à disposition des appartements pour les réunions ainsi que des adresses de couverture et des téléphones. Ils pouvaient également, par exemple, se procurer des clés ou des documents privés dérobés pour le compte de leurs officiers traitants. Tout individu qui s'était engagé à coopérer secrètement avec le MfS était considéré comme un collaborateur officieux. Nombreux étaient ceux qui utilisaient un faux nom. En principe, la Stasi recrutait un collaborateur officieux pour une mission précise et prédéfinie. L'officier traitant pouvait dès lors établir des critères pour choisir le candidat adéquat. Des enquêtes secrètes permettaient de vérifier l'aptitude, la fiabilité et l'honnêteté du candidat. Par ailleurs, l'officier traitant examinait toutes les raisons qui pouvaient inciter le candidat à mener à bien une mission non officielle pour le MfS. Plus de la moitié des collaborateurs officieux travaillaient au service de la Stasi pour des motifs idéologiques. Les avantages et les récompenses étaient décisifs pour environ un quart des candidats. Le quart restant avait été recruté «sous pression». Au fil des décennies, le nombre de collaborateurs officieux augmenta fortement: en 1957, le nombre d'informateurs secrets (comme on appelait les collaborateurs officieux à l'époque) s'élevait à un peu plus de 50 000, pour culminer à plus de 200 000 en 1977. En 1988, environ 189 000 personnes travaillaient en tant que collaborateurs officieux pour le MfS.

Légende des illustrations

Évolution du nombre de collaborateurs officieux du MfS

–

Le fait que F. T. ait été contraint de coopérer pendant sa détention provisoire ne transparaît pas dans son engagement de novembre 1979. Dans ce contexte, il devait veiller à ce que toute information qu'il recevrait dans le cadre de sa mission «volontaire» pour la Stasi soit traitée comme un «secret d'État».
BStU, MfS, AIM 9242/91, Bd. I/1, p. 114

–

Rapport du département de services de Buna sur un premier entretien (26 juillet 1974)
Dans le cadre de ces entretiens, le MfS souhaitait évaluer l'aptitude des personnes en tant qu'éventuels collaborateurs officieux avant de prendre la décision de les recruter. Les agents du ministère utilisaient souvent une fausse identité à cette fin.
En l'espèce, ils prétendirent être des enquêteurs de police.
Le rapport indique que, «depuis son appartement, elle pouvait voir l'intérieur de l'appartement d'E. Elle a été choisie en tant que collaboratrice officieuse en raison de la localisation opportune de son appartement». Les collaborateurs officieux permettaient souvent au MfS d'utiliser leurs appartements.
BStU, MfS, BV Halle, 518/76, Bd. 2, photo 61

–

Tatjana Besson, membre du groupe punk «Die Firma», lors d'un concert donné sur l'emplacement de l'ancien palais de Friedrichstadt, à Berlin-Est, rasé en 1985 (1er juillet 1988)
Tatjana Besson travaillait pour la Stasi en tant que collaboratrice officieuse, sous le nom de «Kim».
Ostkreuz, crédit photo: Harald Hauswald

17

Inoffizielle Mitarbeiter
Collaborateurs officieux

Entre fausses adresses et vigilance de masse

On différenciait les personnes recrutées par le ministère de la Sécurité d'État en tant que collaborateurs officieux en fonction de leurs missions; elles étaient ensuite réparties dans les nombreuses catégories de collaborateurs officieux.

On distinguait, par exemple, le grand groupe des collaborateurs officieux pour la communication politique et la protection des secteurs à responsabilité (IMS), qui élaboraient des rapports dans le cadre de leur environnement professionnel et privé pour rendre compte du climat de la population ou des institutions.

Venait ensuite le deuxième grand groupe de collaborateurs officieux, chargé de la protection contre les conspirations et les groupes subversifs (IMK). Ces collaborateurs étaient indispensables à l'infrastructure conspiratrice de la Stasi: ils mettaient à disposition leur appartement ou une chambre, leur adresse ou leur ligne téléphonique pour garantir le secret des communications entre le MfS et d'autres informateurs.

Les collaborateurs officieux pour la défense de la patrie avec des contacts ennemis et en contact direct avec des personnes soupçonnées de connivence avec l'ennemi (IMB) revêtaient une importance particulière pour le MfS. Ces collaborateurs avaient la confiance de personnes soupçonnées par le ministère d'être des «ennemis de la nation». Cette catégorie de collaborateurs officieux comprenait, par exemple, des responsables ecclésiastiques ou des membres de groupes d'opposition en RDA.

Les collaborateurs officieux en mission spéciale (IMA), qui devaient opérer de manière offensive en République fédérale d'Allemagne (RFA), jouaient également un rôle important. Par exemple, les IMA furent responsables de la diffusion de fausses informations dans la presse de la RFA.

En outre, le MfS comptait un grand nombre de collaborateurs sociaux pour la sécurité (GMS), qui devaient veiller au respect de la «sécurité, de l'ordre et de la légalité» et faire ouvertement preuve de loyauté envers le Parti et l'État. L'impression de «vigilance de masse» ainsi créée avait pour but de déstabiliser les «forces ennemies». Les GMS étaient sélectionnés et recrutés de la même façon que les collaborateurs officieux, mais avec une confidentialité et une gestion des dossiers moins strictes.

Légende des illustrations

Manfred Rinke (au centre) au mariage de ses amis Ute Hinkeldey et Andreas Friedrich, au sujet desquels il élabora des rapports pour le MfS en tant que collaborateur officieux sous le nom de «Raffelt», Jena (1983)
Robert-Havemann-Gesellschaft, crédit photo: Wolfgang Hinkeldey

–

Günter Guillaume (au centre), espion du MfS et conseiller personnel du chancelier fédéral Willy Brandt (à droite), lors d'une campagne électorale du SPD (4 novembre 1972)
Fondation Friedrich-Ebert, 6/FJHD010538, crédit photo: Josef H. Darchinger

–

Le lanceur de poids et détenteur du record du monde Udo Beyer (à droite), en conversation avec son homologue américain Dave Laut, Karl-Marx-Stadt (aujourd'hui Chemnitz) (9 juillet 1982)
Udo Beyer fut collaborateur officieux pour la Stasi sous le nom «Kapitän».
Archives fédérales, photo 183-1982-0709-037, crédit photo: Wolfgang Kluge

18 Politisch-operatives Zusammenwirken
Collaboration politique opérationnelle

Un contrôle dans tous les domaines de la vie

Presque toutes les institutions économiques, culturelles et sociales de la RDA étaient soumises à l'autorité et au contrôle du SED. Naturellement, ces institutions coopéraient officiellement et secrètement avec le ministère de la Sécurité d'État (MfS) et suivaient ses instructions.

Dans le jargon de la Stasi, il s'agissait d'une «collaboration politique opérationnelle» (POZW). Le ministère avait accès, à tout moment, à tous les recueils d'informations à caractère personnel au sein de la RDA. Il pouvait s'agir, entre autres, de dossiers personnels et médicaux, d'avis d'imposition, de polices d'assurance ou de relevés de compte. Ainsi, le MfS pouvait obtenir des informations complètes sur les personnes concernées à leur insu et intervenir dans presque tous les domaines de la vie.

Cet accès était réglementé par une «ordonnance sur l'utilisation des données sauvegardées» adoptée en 1983. Les informations étaient fournies par des entreprises, des administrations, des banques ou des hôpitaux. Toute information présentait un intérêt pour le ministère. L'individu était dès lors devenu, pour ainsi dire, transparent.

Légende des illustrations

Extrait de l'instruction 3/85 du MfS (1985)
Dans le cadre de la collaboration politique opérationnelle (POZW), la poste et les douanes devaient accorder aux départements M du MfS (contrôle postal) un accès illimité à leurs espaces de travail. Les services postaux et douaniers devaient veiller à ce que tous les envois postaux soient remis au ministère pour inspection.
Déguisés en employés ordinaires, les employés du MfS disposaient de leurs propres locaux au sein des bureaux de poste et de douane. Les deux organismes étaient tenus de subordonner leurs activités aux exigences du ministère.
BStU, MfS, ZAIG 7473, photo 12

–

Courrier du département II de l'administration de district du MfS de Dresde au département XX (4 décembre 1985)
Ce courrier montre les possibilités d'accès du ministère aux processus administratifs. Ici, le MfS souhaitait obtenir des documents du département de l'éducation nationale du Conseil de district, l'administration publique du district de Dresde.
Un père avait adressé une plainte à l'inspecteur scolaire du district au motif que son fils n'avait pas eu la permission d'obtenir un Abitur, le diplôme d'études secondaires qui lui permettrait d'aller à l'université. Les parents pensaient que cette situation était due au fait que leur fils n'avait pas participé à la Jugendweihe (cérémonie de consécration de la jeunesse). En réponse, le Conseil de district eut un entretien avec les parents. Le département XX devait se procurer la lettre de plainte des parents et le compte rendu de cet entretien.
BStU, MfS, BV Dresden, AOP, nº 1900/87, Bd. 2, Bl. 231

–

Extrait de l'instruction 3/85 du MfS (1985)
Dans le cadre de la collaboration politique opérationnelle (POZW), la poste et les douanes devaient accorder aux départements M du MfS (contrôle postal) un accès illimité à leurs espaces de travail. Les services postaux et douaniers devaient veiller à ce que tous les envois postaux soient remis au ministère pour inspection.
Déguisés en employés ordinaires, les employés du MfS disposaient de leurs propres locaux au sein des bureaux de poste et de douane. Les deux organismes étaient tenus de subordonner leurs activités aux exigences du ministère.
BStU, MfS, ZAIG 7473, photo 12

Ce courrier montre les possibilités d'accès du ministère aux processus administratifs. Ici, le MfS souhaitait obtenir des documents du département de l'éducation nationale du Conseil de district, l'administration publique du district de Dresde.
Un père avait adressé une plainte à l'inspecteur scolaire du district au motif que son fils n'avait pas eu la permission d'obtenir un Abitur, le diplôme d'études secondaires qui lui permettrait d'aller à l'université. Les parents pensaient que cette situation était due au fait que leur fils n'avait pas participé à la Jugendweihe (cérémonie de consécration de la jeunesse). En réponse, le Conseil de district eut un entretien avec les parents. Le département XX devait se procurer la lettre de plainte des parents et le compte rendu de cet entretien.
BStU, MfS, BV Dresden, AOP, nº 1900/87, Bd. 2, Bl. 231

–

Extrait d'un «concept d'incertitude et de répression» du processus opérationnel «Dach», service de district du MfS de Iéna (14 novembre 1988)
Le ministère voulait influencer l'attribution des logements dans l'immeuble des personnes concernées. Ainsi, par exemple, des collaborateurs officieux pouvaient être placés dans les environs. Le plan indique ce qui suit: «a) influence sur l'attribution des appartements disponibles dans l'immeuble par le Conseil municipal de la ville de Iéna.»
Robert-Havemann-Gesellschaft e. V.

–

Couverture de l'ordonnance du MfS sur l'utilisation des données sauvegardées par d'autres organismes, version de 1989
Ce document décrit les possibilités concrètes d'accès du ministère aux divers recueils d'informations en RDA. La première «ordonnance sur l'utilisation des données sauvegardées par d'autres organismes» fut émise en 1983.
BStU, VVS MfS o008-6/89, Ex.-nº 071

–

Annexe à l'ordonnance du MfS sur l'utilisation des données sauvegardées par d'autres organismes, version de 1989
L'annexe énumère les différents domaines sociaux que le ministère pouvait exploiter pour obtenir des informations.
La liste inclut:
«C – Données sauvegardées dans le domaine de l'administration judiciaire [...]
E – Données sauvegardées dans le domaine de l'éducation/de la parentalité [...]
G – Données sauvegardées dans le domaine de l'art, de la culture et des médias.»
BStU, VVS MfS o008-6/89, Ex.-nº 071, photo 2

–

Le MfS recevait des informations des bibliothèques et des librairies par l'intermédiaire du «centre de sauvegarde de données G 13». Il s'agissait notamment d'informations sur les ouvrages empruntés, permettant de savoir si l'utilisateur avait accès à la littérature «censurée», comme les publications occidentales.
Le document indique: «Une inspection peut avoir lieu lorsque la personne concernée est visée par une procédure opérationnelle ou par une opération de surveillance personnelle».
BStU, VVS MfS o008-6/89, Ex.-nº 071, photo 13

19 Politisch-operatives Zusammenwirken
Collaboration politique opérationnelle

«La police populaire – votre amie et votre auxiliaire»

La police populaire allemande (DVP), organe du ministère de l'intérieur (MdI), était l'un des principaux partenaires du MfS. Les policiers en uniforme étaient omniprésents en RDA, ce qui permettait aux employés du MfS d'intervenir déguisés en policiers. En outre, des milliers de policiers étaient également des collaborateurs officieux du ministère. Par ailleurs, la Stasi avait accès aux possibilités d'enquête et aux recueils d'informations de la police populaire, par exemple au registre central de l'état civil. Dans chaque poste de police existaient également des «sections plénipotentiaires» (ABV), qui connaissaient particulièrement bien les habitants de leur juridiction. Ils travaillaient avec le MfS dans le cadre des contrôles de sécurité, entre autres.

Le ministère s'efforçait de se procurer de diverses manières des informations sur les «personnes cibles». Il exploitait la volonté de collaboration des voisins afin d'obtenir des renseignements sur les conditions de logement et la vie privée des personnes concernées. De cette façon, on pouvait même soutirer des informations aux opposants au régime. Le MfS consignait ces «informateurs» (AKP) dans un fichier spécial. Les fiches individuelles étaient triées par ville, rue et numéro de maison. En outre, le ministère y notait souvent le degré d'inclination à fournir des informations. Ces fichiers furent instaurés dans les années 60 et, par la suite, constamment mis à jour.

Les personnes qui y figuraient étaient issues de tous les secteurs de la société. Ceux qui étaient tenus de coopérer avec le MfS dans le cadre de leur profession pouvaient également être inscrits en tant qu'informateurs sur leur lieu de résidence. Les agents officiels et les collaborateurs officieux du ministère pouvaient eux aussi être inscrits en tant qu'informateurs.

Légende des illustrations

Contrôle d'identité et vérification des informations personnelles par un policier
Ostkreuz, crédit photo: Harald Hauswald

–

Plan de sécurité de l'administration de district du MfS de Dresde (4 août 1986)
Le MfS avait prévu d'installer des microphones («mesure B») dans une maison familiale. Pour que cette démarche passe inaperçue, le ministère fit en sorte qu'une voisine soit convoquée au bureau de l'ABV pour un entretien pendant la période en question.
Les agents du MfS savaient que quatre autres personnes seraient au travail, qu'un voisin était en vacances et qu'un autre avait rendez-vous chez le coiffeur.
BStU, MfS, BV Dresden, AOP, nº 1900/87, Bd. 3, Bl. 30

–

Registre pour les immeubles résidentiels
Dans chaque immeuble, une personne était responsable de la tenue du registre. Les visiteurs qui restaient plus de trois jours y étaient inscrits. Les invités en provenance de l'étranger devaient être inscrits au registre après 24 heures. Ce registre était vérifié par l'ABV et par des volontaires de la police populaire.
Collection de l'ASTAK e.V.

Vue d'ensemble de la Wilhelm-Pieck-Straße à Saalfeld
La carte indique les informateurs enregistrés (AKP) dans les maisons individuelles. En 1989, 225 AKP vivaient dans la Wilhelm-Pieck-Straße, la plus longue rue de Saalfeld.
Collecte des données: Helmut Müller-Enbergs, graphique: John Steer

–

Fiches issues du fichier des informateurs (AKP) de l'administration de district du MfS de Gera
De telles fiches furent créées pour chaque AKP de la Wilhelm-Pieck-Straße à Saalfeld.
Outre les renseignements sur les personnes, les fiches contenaient des détails concernant leur inclination à fournir des renseignements et sur leur fiabilité. On peut y lire, par exemple: [nom].... «donne volontiers des informations», «fiable, offre des évaluations concrètes».
BStU, Ast Gera, KD Saalfeld (sans pag.)

–

Section plénipotentiaire de la DVP lors d'un contrôle d'identité à Berlin-Mitte (15 avril 1986)
Archives fédérales, photo-F003686-13, crédit photo: Peter Schmidt

20

«Wer ist wer?»
«Qui est qui?»

«En cherchant constamment à clarifier
"qui est qui",
le MfS, par ses pouvoirs, moyens et méthodes tchékistes, doit identifier les attitudes politiques réelles des personnes, leur mode de pensée et leur comportement [...].
Pour ce faire, [...] il convient de déterminer:
qui est l'ennemi;
qui adopte un comportement hostile;
qui peut devenir un ennemi en raison d'influences hostiles ou autres;
qui est soumis à l'influence de l'ennemi et pourrait se laisser tromper par l'ennemi;
qui n'affiche pas de position ferme;
et
sur qui le Parti et l'État peuvent s'appuyer et compter en toute confiance et à tout moment.»
Erich Mielke, allocution lors de la conférence des services centraux du 3 avril 1981

Légende des illustrations

Erich Mielke prend la parole à l'occasion du 35e anniversaire de la fondation du MfS au palais de la République, Berlin-Est (6 février 1985)
Archives fédérales, photo 183-1985-0206-042, crédit photo: Rainer Mittelstädt
Source de la citation: GVS MfS 0008-18/81, p. 7 et suivantes

21 Politische Untergrundtätigkeit
Les activités politiques clandestines

L'ennemi

Le Parti attribuait les «comportements inappropriés» à «l'influence ciblée de l'Occident». Le SED percevait tout comportement qui s'écartait de ses lignes directrices comme une menace. Coiffure, vêtements, goûts musicaux, manque d'enthousiasme au travail… tout aspect individuel pouvait être jugé «hostile à l'État». Le ministère de la Sécurité d'État qualifiait de «diversion politico-idéologique» (PID) toute influence sur la population de la RDA qui s'écartait de la ligne de conduite du Parti. Selon le MfS, ces impulsions négatives étaient responsables des «activités politiques clandestines» (PUT) hostiles au socialisme. Les origines de la diversion politico-idéologique et des activités politiques clandestines ainsi que la lutte contre ces phénomènes constituaient les principaux thèmes enseignés dans le cadre de la formation ordinaire des agents du MfS et à l'université de droit (JHS) de Potsdam-Eiche, le centre de formation central du ministère.

«L'ennemi», pour le ministère, était celui qui, sous l'influence de l'Occident, avait développé une «attitude politico-idéologique» antisocialiste et voulait nuire activement «à l'État et à l'ordre socialiste». L'une des missions essentielles du MfS était de reconnaître à un stade précoce et d'empêcher le développement d'un individu en «ennemi». En cas d'échec, il convenait de mettre un terme aux «actions hostiles à l'État» par tous les moyens.

Légende des illustrations

Graphique intitulé «Comment l'ennemi veut nous nuire et nous détruire», figurant sur un panneau explicatif conçu par le MfS aux fins de la formation «Dein Weg zu uns» (après 1982)
Collection de l'ASTAK e.V.

–

Supports de cours de l'université de droit du MfS sur «La protection de la politique de la jeunesse» (1985)
La Stasi qualifiait de «diversion politico-idéologique» aussi bien l'influence «hostile» de l'Occident que les pensées et comportements «déviants» de la population, qui étaient essentiellement attribués à des influences occidentales, à l'image des «punks, rockers, poppers et vagabonds». Les «comportements tapageurs» ainsi que les «coupes de cheveux et vêtements modernes» étaient également considérés comme un signe de «diversion politico-idéologique» de la part de l'Occident.
BStU, MfS, JHS, 24439

«la production indépendante d'opinions hostiles, par exemple sous la forme de blagues, de sketches, de chansons, de slogans, de chants politiquement incorrects»

–

Concert de musique rock à Berlin-Est (1985)
BStU, MfS, HA XX, Fo 849, photo 11

–

«une orientation exclusive vers le divertissement bon marché, avec en particulier l'écoute d'émissions de musique occidentale»

–

Un fan du groupe britannique Iron Maiden, Berlin-Est (1988)
Ostkreuz, crédit photo: Harald Hauswald

–

«l'adoption de concepts moraux et de modes de vie occidentaux, par exemple ceux des punks, des rockers, des poppers, des vagabonds, etc.»

–

Un vagabond en route vers la Bulgarie (1975)
Crédit photo: Olaf Schwarz

–

«tout doute quant au bien-fondé de la politique de notre Parti et de notre gouvernement»

–

Auberge aux abords du Weißer See, Berlin Est (1987)
Le tatouage de l'homme indique: «Je ne suis libre que lorsque je rêve».
Ostkreuz, crédit photo: Harald Hauswald

–

«la provocation des adultes par un comportement grossier ou par des coupes de cheveux et des vêtements "modernes"»

–

Des jeunes à la réunion de la Pentecôte de la FDJ près de l'Alexanderplatz, Berlin-Est (3 juin 1989)
Ostkreuz, crédit photo: Harald Hauswald

–

Citations du «Support pédagogique de la JHS pour l'enseignement professionnel politique opérationnel à distance» (version actualisée) sur le thème «Le travail politique opérationnel assurant la protection de la politique du SED pour la jeunesse».
Ces citations décrivent les effets de la «diversion politico-idéologique».
BStU, MfS, JHS, 24439; p. 34-35

22

Sicherheitsüberprüfungen
Les contrôles de sécurité

Le savoir, c'est le pouvoir

Le MfS surveillait la population de la RDA dans le but de connaître systématiquement la réponse à la question clé «Qui est qui?». Comment l'individu pense-t-il? Quelle est sa position politique? Les réponses à ces questions étaient capitales pour le régime du SED, car elles lui fournissaient quotidiennement des informations sur la menace plus ou moins grande que pouvait représenter l'individu concerné.

Les informations recueillies servaient à sélectionner le personnel adéquat pour des fonctions importantes, à identifier les fonctionnaires «instables» et à traquer les «ennemis». Chacun était susceptible d'être contrôlé par la Stasi.

Le régime du SED exigeait une conduite exemplaire. Le ministère vérifiait préalablement «la conformité par rapport à la politique de sécurité» des personnes qui occupaient un poste à responsabilité dans leur profession ou activité bénévole. Toute promotion à un poste de gouvernance dépendait de l'approbation du MfS. En outre, les athlètes de compétition et les groupes professionnels qui exerçaient leurs activités en dehors de la RDA, comme les marins, étaient constamment contrôlés par la Stasi.

Toutes les demandes de voyage en République fédérale d'Allemagne ou dans les pays occidentaux donnaient également lieu à des contrôles. Dans les années 80, le MfS effectuait chaque année entre 200 000 et 400 000 vérifications de sécurité et enquêtes personnelles similaires.

Légende des illustrations

Demande adressée par le département VI du MfS à l'unité de service compétente du lieu de résidence des personnes concernées (23 juin 1989)
Les participants à une croisière sur le navire «Arkona» étaient généralement soumis à un contrôle de sécurité avant le départ. Le MfS ne délivrait un permis de voyager qu'en l'absence de risque de «Republikflucht» (fuite hors de la RDA).
BStU, MfS, HA VI 11942, photo 5

–

Confirmation de l'unité de service compétente au département VI (7 décembre 1988)
Sur la liste figurent les noms des personnes qui avaient fait l'objet d'un contrôle de sécurité par le ministère avant le voyage prévu. Tous les participants furent autorisés à partir, sauf une femme, dont le fils et la belle-fille avaient demandé à plusieurs reprises l'autorisation de quitter le pays.
BStU, MfS, HA VI 11942, photo 12f.

–

Le navire de croisière «Arkona» (octobre 1985)
L'«Arkona» lors de son premier voyage sous le drapeau de la RDA. Il prit alors la direction de Leningrad (l'actuelle Saint-Pétersbourg).
Archives nationales, photo 183-1985-1119-300, crédit photo: Hubert Link

Soupçons

Lorsqu'une personne lui paraissait suspecte, le MfS engageait un «contrôle opérationnel de la personne» (OPK). L'objectif était de déterminer les opinions et les intentions de cette personne.

Les résultats de l'OPK permettaient d'anticiper les agissements politiquement et socialement indésirables. Les «agissements indésirables» étaient définis par le SED et le MfS. À la fin de l'année 1988, environ 20 000 OPK étaient en cours. Dans plus de 80 % des cas, les soupçons initiaux n'étaient pas confirmés.

Lorsque des signes concrets indiquaient des «activités hostiles à l'État», le MfS ouvrait une procédure opérationnelle (OV). Il renforçait alors les méthodes de surveillance: les téléphones des personnes concernées étaient mis sur écoute, leurs appartements étaient fouillés en secret et leur courrier était ouvert. Le MfS surveillait les suspects au travail et dans leur vie privée. Les informations obtenues devaient établir l'existence d'actes «hostiles à l'État» et permettre d'identifier les possibilités de contrer ces actes.

À la fin de l'année 1988, le ministère avait traité 4 543 procédures opérationnelles, impliquant souvent plusieurs personnes dans une même procédure.

Légende des illustrations

Vue d'ensemble du «Temple» de l'OPK (14 septembre 1981)
Cet OPK devait permettre au MfS de clarifier si la «personne cible» critiquait la suprématie du SED et soutenait l'évolution du mouvement d'opposition polonais «Solidarność». Il devint plus tard la procédure opérationnelle à laquelle fut attribué le nouveau nom de code «Verräter» (traitre).
BStU, MfS, AOP 1057/91, Teil V, Bd. 1, Bl. 4

–

Rapport préliminaire de l'administration de district du MfS de Berlin sur la procédure opérationnelle «Klage» (17 janvier 1982)
Après que plusieurs personnes eurent trouvé des tracts dans leurs boîtes aux lettres et les eurent remis au MfS, l'administration du district ouvrit une procédure opérationnelle afin d'en identifier l'auteur.
L'examen des tracts permit de déterminer le type de machine à écrire et de papier utilisés par cette personne. Une empreinte digitale partielle fut également relevée. L'enquête visait à identifier le coupable.
BStU, MfS, BV Berlin, Abt. XV 1564/82, photo 36

–

La forme et le contenu des tracts retrouvés donnèrent au MfS une idée sur leur auteur.
Le texte laissait supposer qu'il s'agissait d'un punk de sexe masculin, âgé de 16 à 25 ans, qui avait refusé de servir dans l'armée et qui vivait ou travaillait probablement sur l'un des «lieux du crime». Le MfS réduisit les périmètres de recherche pour tenter de localiser la personne en question.
BStU, MfS, BV Berlin, Abt. XV 1564/82, photo 36

–

Décision du bureau du district de Francfort-sur-l'Oder de lancer la procédure opérationnelle «Kreis» (22 juin 1976)
Le MfS avait appris que la personne concernée avait exprimé son opposition à la politique culturelle du SED. La procédure devait permettre de déterminer si l'infraction de «campagne de dénigrement antiétatique» avait effectivement été commise.
BStU, MfS, BV Frankfurt (Oder), 2145/80, Bd. 1, Bl. 7

24

Das MfS in Aktion

Quand la Stasi passe à l'action

«Écoutez et observez»

Le MfS récoltait de nombreuses informations lors des procédures opérationnelles. Des individus, des groupes ou des bâtiments étaient alors placés sous observation. Quelles sont les relations du suspect? Quels sont ses plans? Telles étaient les questions que les collaborateurs officiels ou officieux du ministère devaient clarifier.

Les agents avaient également recours à des techniques d'observation. La prise de photographies clandestine et les écoutes téléphoniques étaient des méthodes de surveillance courantes. La Stasi créait des profils de déplacements et établissait des rapports sur qui se trouvait où et quand. Même les espaces privés n'étaient pas sûrs: les collaborateurs du ministère s'introduisaient secrètement dans les logements et y cachaient des microphones, ces dispositifs d'écoute leur permettant d'écouter les conversations privées.

Légende des illustrations

Un collaborateur du MfS surveillant la cour de l'église Zionskirche, Berlin-Est (novembre 1987) Robert-Havemann-Gesellschaft, crédit photo: Siegbert Schefke.

25

Observation
La surveillance

«Le MfS voit tout»

Le ministère identifiait les différentes mesures de surveillance technique par des lettres majuscules: la surveillance de pièces au moyen de caméras, par exemple, était appelée «mesure D». La caméra devait être installée dans une pièce voisine. Les endroits les plus propices à une telle manœuvre étaient les chambres d'hôtel, car il était facile d'y installer des dispositifs techniques. Dans certains hôtels, des caméras étaient même installées en permanence. Avec l'aide de collaborateurs officieux au sein du personnel, le MfS veillait à ce que la chambre préparée soit attribuée à la «personne cible».
Au sein du ministère, les unités de service de la ligne VIII étaient responsables de la surveillance. Les observateurs suivaient leurs «cibles» et prenaient note de leurs trajets, de leurs lieux de rendez-vous et de leurs contacts. Ces observations étaient documentées par des photographies. Pour prendre des photographies à l'insu de tous, le MfS dissimulait des appareils photo dans des objets de la vie quotidienne, comme des sacs à main. Il arrivait aussi que le ministère utilise ouvertement de tels appareils afin d'intimider la «cible».

Légende des illustrations

Photos de surveillance de membres de l'opposition prises par la Stasi (années 70 et 80)
BStU, MfS, HA XX, Fo 646
BStU, MfS, HA XX, Fo 738, photo 1
BStU, MfS, HA XX, Fo 738, photo 13
BStU, MfS, HA VIII, Fo 430, photo 79
BStU, MfS, HA VIII, Fo 444, photo 31
BStU, MfS, HA VIII, Fo 38, photo 37
BStU, MfS, HA VIII, Fo 441, photo 35
BStU, MfS, HA VIII, Fo 485, photo 82

–

Rapport de surveillance du département VIII du district de Dresde, 5 décembre 1985, pages 1-2
La surveillance a débuté à 8 h 45 sur le lieu de travail de la «personne cible». L'individu a quitté son lieu de travail à 8 h 50 et a été récupéré quelques minutes plus tard par un homme dans une voiture blanche. À 9 h 10, ils sont arrivés sur un site militaire soviétique, dans lequel ils ont pénétré. Ils y ont rencontré un membre de l'armée soviétique et sont entrés dans un bâtiment avec lui. La photo montre le militaire, la «personne cible» et le conducteur de la voiture.
BStU, MfS, BV Dresden, AOP, nº 1900/87, Bd. 2, Bl. 232f.

–

Photo de surveillance (1973)
En vue de «sécuriser» le «10e Festival mondial de la jeunesse et des étudiants» en RDA, le MfS élabora une «base d'observation». Elle avait la forme d'un grand caisson et fut placée sur le plateau de chargement d'un camion. Les photos furent prises à titre expérimental à partir de ce camouflage.
Collection de l'ASTAK e. V.

26

Abhören
La mise sur écoute

«Le MfS entend tout»

Non seulement la Stasi fouillait les logements et les lieux de travail, mais elle les mettait également sur écoute. Le MfS désignait la surveillance acoustique des pièces par le nom de code «mesure B». Les conversations privées suscitaient particulièrement l'intérêt du ministère. Les collaborateurs des départements 26 du MfS installaient discrètement des microphones dans les logements, généralement en se faisant passer pour des artisans ou au cours d'une perquisition secrète. Pour la préparation et l'assistance technique, le ministère faisait également appel à des collaborateurs officieux, par exemple parmi les employés de la Deutsche Post.

Les départements 26 étaient également responsables de la «mesure A», à savoir la surveillance téléphonique. Pour ce faire, ils mettaient sur écoute les lignes téléphoniques des standards de la Deutsche Post, avec l'aide de collaborateurs officieux parmi les employés de cette dernière. Les collaborateurs du MfS consignaient ensuite par écrit les conversations enregistrées sur des bandes magnétiques ou des cassettes.

Légende des illustrations

Information du département 26 à la ligne XX de l'administration du district de Potsdam (30 octobre 1988)
Ce document est la transcription de l'enregistrement sur bande d'un appel téléphonique mis sur écoute.
La ligne XX était chargée, entre autres, de «sécuriser» les églises, le secteur culturel et le système éducatif.
Ce document est la transcription d'une conversation téléphonique interceptée et enregistrée sur bande magnétique entre F. et sa mère. La mère y exprime son incompréhension quant au fait que son fils a de nouveau été détenu pendant plusieurs heures par le MfS. Elle exige qu'il se décide enfin à agir raisonnablement. F. répond: «Dis-le à tes camarades».
BStU, MfS, AOP, nº 1793/91, photo 3

–

Agents de la ligne III du MfS écoutant des bandes et des cassettes
Les conversations et les bruits provenant des chambres ainsi que les appels téléphoniques étaient enregistrés sur des bandes magnétiques ou des cassettes pour ensuite être écoutés par les agents du MfS et, si nécessaire, consignés par écrit.
BStU, MfS, HA III, Fo 0356, photo 5

–

Agents de la ligne III du MfS devant une étagère contenant des dispositifs d'enregistrement
BStU, MfS, HA III, Fo 334, photo 34

27

Postkontrolle
Le contrôle postal

Un courrier dangereux

Le département M du MfS était chargé du contrôle du courrier. Les agents étaient déguisés en employés de la Deutsche Post ou des bureaux de douane. En outre, dans les deux institutions, des collaborateurs officieux apportaient leur aide au MfS.

Dans les centres de distribution du courrier et dans les bureaux de douane, le département M prenait en charge, dans des zones protégées, le courrier entrant. Ses agents ouvraient non seulement les lettres, mais également les paquets et les colis. Les contrôleurs remplissaient des fiches individuelles détaillées. Ils y consignaient les noms des expéditeurs et des destinataires ainsi que leurs coordonnées postales dans le pays et à l'étranger. De plus, les agents du ministère faisaient des copies de lettres, conservaient certains courriers envoyés et les mettaient de côté en vue de leur utilisation par d'autres unités de service.

Les inspecteurs de la poste traitaient différemment les lettres interceptées. S'ils soupçonnaient une tentative de prise de contact avec des médias «ennemis», tels que la station de radio RIAS de Berlin-Ouest, ils gardaient la lettre. Les lettres écrites par un expéditeur suspect ou adressées à un destinataire suspect étaient copiées et refermées avant d'être envoyées. Le MfS obtenait ainsi des informations qui étaient intégrées dans les procédures opérationnelles (OV). Les collaborateurs du ministère utilisaient également ces renseignements dans le cadre des contrôles opérationnels de personnes (OPK) et des contrôles de sécurité.

Légende des illustrations

Un collaborateur du département M ouvre une lettre (photo non datée)
Le MfS voulait que les lettres soient ouvertes sans détérioration visible. Ici, le collaborateur du ministère utilise un dispositif d'évaporation: la vapeur décollait la languette adhésive des enveloppes. Le contrôle des lettres devait être effectué à l'insu du destinataire.
BStU, MfS, Abt. M, Fo 31, photo 3

–

Examen d'une lettre à la recherche d'une écriture secrète
À l'aide d'un dispositif lumineux oblique, le département M du ministère examinait les envois suspects pour y déceler toute écriture invisible.
BStU, MfS, Abt. M, Fo 29, photo 44

–

Plan d'action pour l'opération «Fluß» (Fleuve) du bureau de district du MfS à Berlin Prenzlauer Berg (janvier 1984)
La mission consistait en l'organisation d'une inspection de lettres (M) et de colis (PZF). Par conséquent, le MfS surveillait le trafic postal de la personne concernée. L'abréviation NSW signifie «zone économique non socialiste», en l'occurrence la République fédérale d'Allemagne.
BStU, MfS, AOP, nº 46528/92, photo 6

Copie d'une lettre interceptée (1978)
Toutes les lettres contrôlées n'étaient pas conservées: en règle générale, les collaborateurs chargés du contrôle postal faisaient une copie de l'enveloppe et de la lettre qu'elle contenait. Ils refermaient ensuite le courrier original et le remettaient au service postal.
BStU, MfS, BV Halle, AOP 641/82, Bd. 2, Bl. 76

–

Extrait d'une évaluation intermédiaire de l'opération «Spinne» (Araignée) de la ligne XX de l'administration de district du MfS de Gera (19 mars 1981)
Le rapport dresse la liste des personnes avec lesquelles la «personne cible» a eu des contacts écrits entre décembre 1980 et mars 1981. Cette liste résulte du contrôle postal effectué par le département M («M-Kontrolle»). Parmi les contacts figurent la sœur du «sujet cible» et le service pour la jeunesse de la paroisse protestante de Kassel.
BStU, MfS, HA XX/4, nº 3751, photo 4

–

Photos d'une boîte aux lettres prises à l'aide d'une caméra camouflée (photos non datées)
BStU, MfS, HA XX, Fo 178, Film 3, photos 1-4

–

Placards de rangement du département M
Les lettres conservées étaient entreposées dans ce type de placards.
BStU, MfS, Abt. M, Fo 29, photo 39

28 Konspirative Wohnungsdurchsuchung
Les fouilles de logement clandestines

«Camarades, nous devons tout savoir»

Aux fins de la collecte d'informations, le MfS pénétrait secrètement dans les logements et les bureaux. Des agents de la ligne VIII spécialement formés étaient chargés de ces fouilles secrètes. Ils «sécurisaient» des manuscrits et des documents manuscrits, prélevaient des échantillons dactylographiés sur des machines à écrire et cherchaient des indices sur les connexions et les contacts de la «personne cible». Les preuves et les indices étaient photographiés.

Le MfS planifiait soigneusement les fouilles clandestines des appartements. Les agents et les collaborateurs officieux sondaient les conditions sur le terrain, se procuraient des plans d'étage ainsi que des photographies des environs et faisaient faire des doubles ou des copies des clés. Les agents du ministère espionnaient les routines quotidiennes et les habitudes des témoins potentiels, notamment celles des voisins. D'autres institutions prenaient souvent part aux préparatifs, apportant leur aide ou servant de couverture.

Toutes les mesures déployées devaient rester absolument secrètes. Les collaborateurs du MfS devaient faire disparaître toute trace de changement dans les pièces. Les préparatifs en vue des fouilles clandestines exigeaient beaucoup de travail, le MfS n'engageait que rarement ce processus. Pour dissimuler cette méthode, le ministère n'utilisait les preuves ainsi obtenues qu'en interne. Ainsi, une fouille clandestine pouvait être suivie d'une fouille officielle.

Légende des illustrations

Communication sur le procès-verbal du collaborateur officieux (IMV) «Otto Müller» (4 juin 1974)
Le collaborateur officieux rend compte des conditions de logement de la «personne cible». «IMV» est une catégorie utilisée jusqu'en 1979 pour les collaborateurs officieux spécialement engagés en vue de contrer les «ennemis».
L'IMV note le type de serrures utilisé dans le bâtiment et précise que la famille possède un teckel. Il indique également que les parents du «sujet cible» sont à la retraite et restent à la maison pendant la journée.
BStU, MfS, BV Karl-Marx-Stadt, AOP 1573/75, Bd. 1, Bl. 108

–

Croquis des alentours de la maison de la «personne cible» réalisé dans le cadre de la procédure opérationnelle «Fanatiker» (Fanatique)(1974)
Les croquis contribuaient à la planification d'une fouille d'appartement clandestine. Ils permettaient par exemple au MfS d'évaluer quels voisins étaient susceptibles de remarquer que la maison de la «cible» faisait l'objet d'une fouille.
BStU, MfS, BV Karl-Marx-Stadt, AOP 1573/75, Bd. 1, Bl. 131

Plan de la maison de la «personne cible» réalisé dans le cadre de la procédure opérationnelle «Fanatiker» (1974)
L'IMV «Otto Müller» réalisa ces dessins après avoir rendu visite à la famille de la «personne cible».
Il dessina le plan de l'appartement et désigna chaque pièce («salon», «bureau» et «cuisine») après avoir rendu visite à la famille du «sujet cible». Il indiqua également la position des meubles dans les deux pièces dans lesquelles le «sujet cible» passait régulièrement du temps.
BStU, MfS, BV Karl-Marx-Stadt, AOP 1573/75, Bd. 1, Bl. 130

–

Photographies de la maison de la «personne cible» prises dans le cadre de la procédure opérationnelle «Fanatiker» (1974)
Les agents du MfS photographièrent la maison de la «personne cible» et ses environs. Tous ces renseignements étaient utilisés dans la planification d'une fouille de logement clandestine.
BStU, MfS, BV Karl-Marx-Stadt, AOP 1573/75, Bd. 1, Bl. 156ff.

29 Konspirative Wohnungsdurchsuchung
Les fouilles de logement clandestines

Qui est bien camouflé passe inaperçu

Les agents du MfS devaient veiller à ne pas être reconnus lors des fouilles. Un uniforme d'artisan ou d'employé de la poste leur permettait de passer inaperçus dans les bâtiments. Ils disposaient toujours des cartes de service appropriées. Les agents de la Stasi pouvaient même se déguiser en agents de la police populaire pour se déplacer sans être reconnus. L'idéal était de se présenter comme un agent de la police criminelle, car aucun déguisement n'était alors nécessaire. Le MfS qualifiait ces méthodes de camouflage et de duperie d'«identité d'emprunt».

Pendant que les observateurs sécurisaient les alentours, le groupe d'agents du ministère chargé de la fouille ouvrait l'appartement. Leur objectif était de recueillir des éléments incriminant leur cible sans laisser de traces. À l'aide d'appareils photos instantanés en provenance de l'Ouest, les agents photographiaient les pièces, avant d'enregistrer des documents et d'autres éléments de preuve avec des appareils spéciaux. Enfin, les agents du ministère verrouillaient de nouveau l'appartement rendu à son état initial. Des collaborateurs officieux surveillaient l'occupant du logement là où il se trouvait au moment de la fouille afin de garantir qu'il n'arriverait pas inopinément.

Légende des illustrations

Carte de service du ministère d'un agent du département M et sa carte de service de la Deutsche Post
Parfois, les agents du MfS disposaient de plusieurs cartes d'identité, qui leur permettaient de se présenter sous différents camouflages.
BStU, bureau d'Erfurt

–

Images Polaroid prises lors de fouilles d'appartements clandestines
BStU, MfS, HA XX, Fo 1370, photo 20
BStU, MfS, HA XX, Fo 181, photo 6
BStU, MfS, HA II, Fo 61, photo 7
BStU, MfS, HA VIII, Fo 413, photo 6
BStU, MfS, HA II, Fo 61, photo 1
BStU, MfS, HA VIII, Fo 413, photo 4

–

Extraits du film de formation du MfS sur la procédure opérationnelle «Revisor» (1985)
Ces extraits montrent le déroulement typique idéal d'une fouille d'appartement clandestine.
BStU, MfS, HA II, vidéo 70

–

Agent officiel du MfS revêtant différents déguisements
Les photos proviennent d'un séminaire de la Stasi, au cours duquel les participants s'étaient entraînés à endosser différents camouflages destinés aux observateurs.
BStU, MfS, HA VIII, Fo 448, photo 35, 23

30

Politische Justiz
Une Justice Politique

La justice au service du Parti

Dès lors que la suspicion ayant motivé le lancement d'une procédure opérationnelle était confirmée, l'agent compétent du MfS rédigeait un rapport contenant des propositions pour clôturer la procédure opérationnelle. Si le ministère décidait d'ouvrir une procédure d'enquête pénale (EV), l'affaire était transférée aux services des enquêtes de la ligne IX. Ces services détenaient officiellement des pouvoirs équivalents à ceux des forces de l'ordre. Si les preuves étaient suffisantes, ils ouvraient une procédure d'enquête pénale. La «personne cible» devenait officiellement un accusé.

Les informations que le MfS avait clandestinement obtenues n'étaient toutefois pas transmises au parquet, car ses méthodes de travail devaient rester secrètes. Par conséquent, les agents de la ligne IX élaboraient, au cours de l'enquête, des éléments de preuve qui pourraient être utilisés devant les tribunaux. Étant donné que la législation et l'appareil judiciaire, comme le MfS, étaient les piliers du régime du SED, le processus aboutissait généralement à une condamnation.

Le MfS avait atteint son objectif: l'activité «hostile à l'État» avait cessé et le «coupable» avait été puni de manière à dissuader quiconque aurait été tenté de le suivre.

Légende des illustrations

«Le juge, en République démocratique allemande, doit être un fonctionnaire politique fiable.»
Josef Streit: «Einige Gedanken zur Vorbereitung der Richterwahl» (Quelques réflexions sur les préparatifs en vue de la sélection des juges), dans: Neue Justiz 13(1959)2, p. 37.

–

Article 106 du code pénal de la RDA: «Propos haineux dirigés contre l'État»
La particularité de l'article 106 était la suivante: tout acte pouvait devenir une infraction pénale si le MfS parvenait à prouver que l'auteur avait une intention «discriminatoire», c'est à dire visant une dégradation des relations en RDA. Par conséquent, les aveux de l'accusé jouaient un rôle prépondérant. Les «propos haineux dirigés contre l'État» étaient passibles d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à huit ans.
Collection de l'ASTAK e. V.

–

Article 213 du code pénal de la RDA: «Franchissement de frontière illégal»
Bien que ce paragraphe sanctionne également l'intrusion non autorisée sur le territoire de la RDA, il visait principalement les personnes qui voulaient fuir la RDA.
Préparer une évasion était également un acte criminel.
Lorsque des outils ou une cachette étaient utilisés lors d'une tentative d'évasion, le crime était alors considéré comme un «cas grave». Il en allait de même lorsque plusieurs personnes, y compris des couples mariés, tentaient de s'évader ensemble. Ces personnes encouraient une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à huit ans.
Collection de l'ASTAK e. V.

Bien que ce paragraphe sanctionne également l'intrusion non autorisée sur le territoire de la RDA, il visait principalement les personnes qui voulaient fuir la RDA.
Préparer une évasion était également un acte criminel.
Lorsque des outils ou une cachette étaient utilisés lors d'une tentative d'évasion, le crime était alors considéré comme un «cas grave». Il en allait de même lorsque plusieurs personnes, y compris des couples mariés, tentaient de s'évader ensemble. Ces personnes encouraient une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à huit ans.
Collection de l'ASTAK e. V.

–

Article 249 du code pénal de la RDA: «Troubles à l'ordre public et atteinte à la sécurité par des comportements antisociaux»
Le MfS invoquait souvent cet article pour incriminer les personnes «négatives».
Quiconque était «fainéant et refusait de garder un emploi régulier alors qu'il était capable de travailler» ou «se livrait à la prostitution ou entravait d'une manière ou d'une autre l'ordre et la sécurité publics par un mode de vie antisocial» pouvait être poursuivi en justice. Un tel crime était passible d'une peine allant jusqu'à deux ans d'emprisonnement.
Collection de l'ASTAK e. V.

–

Rapport final de l'administration de district du MfS de Freiberg dans le cadre de la procédure opérationnelle «Fanatiker» (4 août 1975)
Le «traitement» de la «personne cible» dans le cadre de la procédure opérationnelle avait prouvé ses intentions «hostiles à l'État». L'enquête judiciaire qui suivit aboutit à une peine d'emprisonnement de trois ans. Le MfS, ayant atteint son objectif, put clore la procédure.
BStU, MfS, BV Karl-Marx-Stadt, AOP 1573/75, Bd. 1, Bl. 167

–

La juge, un assesseur et la greffière au tribunal du district de Berlin-Treptow (1974)
En RDA, les juges étaient des fonctionnaires du régime du SED qui étaient soumis à des contrôles réguliers et dont beaucoup étaient membres du Parti. Sur la photo, on peut voir que l'on arborait les insignes du Parti même au cours de l'exercice de la magistrature.
Archives fédérales, photo 183-M0321-0014, crédit photo: Erwin Schneider

31

Imprisonment
Emprisonnement

Aussitôt arrêté, aussitôt écroué

Une fois la procédure de mise en détention engagée, les agents de la ligne VIII arrêtaient le suspect sous prétexte de déjouer un crime ou de récolter des preuves avant leur destruction. Parfois, le MfS convoquait la personne concernée dans un commissariat de police pour «éclaircir des faits». Elle y subissait un interrogatoire conduit par un officier de la ligne IX, puis était arrêtée et transférée dans un centre de détention provisoire; en général, le ministère ne délivrait un mandat d'arrêt qu'après coup.

Le MfS disposait de 17 centres de détention provisoire, qui étaient exploités par les départements XIV. À son arrivée, le prisonnier subissait une fouille corporelle; ses vêtements et ses effets personnels étaient confisqués. Ensuite, une procédure d'identification était engagée. Souvent, le MfS prélevait des échantillons de l'odeur corporelle du détenu. Les conditions de détention étaient censées pousser le détenu à parler: entre autres, tous les contacts interpersonnels étaient fortement réduits et strictement contrôlés.

Après sa condamnation, le prisonnier était livré au système pénitentiaire de la RDA. La République fédérale d'Allemagne tentait d'acheter la liberté de certains prisonniers politiques. Pour la RDA, la vente de prisonniers était une source de devises importante. Après quelques initiatives isolées au cours des années précédentes, le commerce de «biens humains» devint une activité florissante pour le régime du SED à partir de 1963. Jusqu'en 1989, près de 34 000 prisonniers avaient été transférés à l'Ouest. Le gouvernement de la RFA déboursa pour cela un total de 3,5 milliards de marks allemands (DM). Dès le départ, Heinz Volpert, qui était alors commandant, fut chargé par Erich Mielke de gérer ces transactions.

Légende des illustrations

Photos prises dans le cadre de la procédure d'identification d'un punk (1985)
À cette occasion, le photographe prit également une photo de dos pour documenter le design de la veste en cuir.
BStU, MfS, HA XX, Fo 848, photo 25 et suivante

–

Page tirée du guide «Sur le recours à la différenciation des odeurs pour lutter contre la criminalité».
Un agent du ministère attachait un morceau de tissu au siège d'une chaise afin d'obtenir discrètement des échantillons d'odeurs. On veillait ensuite à ce que la personne en question reste assise sur cette chaise pendant un certain temps. Le tissu absorbait alors l'odeur corporelle de cette personne.
Collection de l'ASTAK e. V.

–

L'avocat Wolfgang Vogel (22 mars 1990)
Wolfgang Vogel (1925-2008) fut, à partir des années 70, le représentant du président de la RDA Erich Honecker pour les questions humanitaires et joua un rôle prépondérant dans le rachat de la liberté des prisonniers.
Ullstein Bild, crédit photo: Mehner

Deux autocars de l'entreprise Reicherts Reisen franchissant la frontière interallemande (1977)
Les prisonniers libérés montaient à bord des autocars dans la cour du centre de détention Karl-Marx-Stadt du MfS, avant d'être directement conduits en République fédérale.
Brunk Foto, Gießen

–

Fiche sur laquelle il est noté que le prisonnier D. figure sur la liste des personnes dont la liberté a été achetée le 20 juillet 1976.
Cette liste devait être soumise au MfS pour confirmation.
MfS, DZK D., J.

–

Ordonnance du tribunal du district d'Erfurt du 1er septembre 1976
Le tribunal de district, en approuvant la demande du parquet pour la «libération conditionnelle» du prisonnier D., n'a donc fait que confirmer ce qui, selon la fiche, avait déjà été décidé le 20 juillet 1976: D. a été libéré par anticipation en République fédérale d'Allemagne.
BStU, MfS, BV Erfurt, AU, nº 1371/75, Bd. 6, Bl. 78

–

Centre de détention du MfS (photo non datée)
Deux gardes de la ligne XIV amènent un prisonnier dans sa cellule.
BStU, MfS, Abt. XIV, 473, page 10, photo 1

32

Zersetzung
Le harcèlement psychologique

Des agressions dissimulées

Le MfS pouvait mettre en œuvre les procédures opérationnelles (VO) de diverses manières, toujours dans l'objectif de contrer les actions «hostiles». La détention et l'ouverture d'une enquête devaient avoir un effet dissuasif sur les autres.

La méthode du harcèlement psychologique était encore plus insidieuse: le ministère utilisait les principes de la psychologie pour déstabiliser, effrayer ou discréditer la «personne cible». Cette attaque sur le milieu de vie de la personne concernée avait pour but de l'accabler et de la paralyser psychiquement. Souvent, la «personne cible» n'avait aucune idée de la raison pour laquelle elle subissait des revers dans sa vie privée ou au travail, ou de pourquoi ses amis se détournaient d'elle. Même les citoyens de la République fédérale d'Allemagne pouvaient être exposés à de telles mesures.

La création de profils de personnalité des «personnes cibles» servait de base aux mesures de harcèlement psychologique. Les collaborateurs officieux jouaient un rôle particulier à cet égard: il s'agissait souvent d'amis ou de connaissances, qui étaient chargés de semer le doute et d'intensifier les conflits au sein des groupes. Souvent, les institutions et d'autres personnes, par exemple la direction du lieu de travail ou le médecin de famille, soutenaient ce système de perturbation progressive. Le MfS obtenait des informations quant à l'évolution des mesures grâce aux rapports des collaborateurs officieux.

Légende des illustrations

Rainer Eppelmann, pasteur et militant pour les droits civiques, raconte comment la Stasi s'est immiscée dans sa vie avec des mesures de harcèlement. Le ministère envisageait même des scénarios d'assassinat.
Les amis de la pédiatre Karin Ritter rapportent les mesures de harcèlement perfides prises par le MfS à son égard. Le Dr Ritter fut psychologiquement détruite, à tel point qu'elle mit fin à ses jours.
ZDF-History: L'opération «Zersetzung» – La terreur secrète de la Stasi (2013)

–

Plan d'action de la ligne XX pour l'incrimination et la discréditation d'un membre du SPD de Berlin-Ouest, p. 3 (27 mars 1978)
Souvent, le MfS cherchait à porter atteinte à la réputation de la «personne cible» dans son environnement privé et professionnel. En l'espèce, le ministère comptait faire exécuter ces mesures par des collaborateurs officieux.
Le ministère prévoyait d'envoyer aux voisins de la «personne cible» des photos à caractère pornographique révélant sa prétendue homosexualité. Une annonce serait publiée dans un journal de Berlin-Ouest, indiquant que cette personne offrait ses services en tant que «top-modèle masculin». En outre, des commandes devaient être passées en son nom à une société de vente par correspondance d'articles érotiques. Le MfS avait l'intention de faire appel à des collaborateurs officieux pour mettre en œuvre ces mesures.
BStU, MfS, AOP 12003-83, Bd. V, Bl. 254

Extrait d'un plan d'action de la ligne XX concernant la procédure opérationnelle (OV) «Verräter» (traitre)(19 décembre 1985)

5.6. En coopération avec KD Pankow, faire en sorte que Templin se voie refuser une licence de freelance par le département de la culture du conseil municipal du district et que la ligne XX/2 soit informée de ses possibilités d'emploi.

Échéance: 10.1.1986 / Responsable: Capitaine Haas

5.7. En coopération avec KD Pankow, veiller à ce que Templin soit convoqué par les autorités du district militaire et soumis à un examen de condition physique. L'objectif est d'utiliser les maladies ou symptômes existants (c'est-à-dire la maladie de peau) ou des symptômes fictifs (fournis par Templin) pour discréditer Templin dans les groupes politiques clandestins et l'isoler.

Échéance: 1er trimestre 1986 / Responsable: Capitaine Haas

5.8. Créer un intérêt policier secret fictif à l'égard de Templin (utiliser un collaborateur officieux sous de faux prétextes) sur la base de publications le concernant dans la zone d'opérations afin de prouver l'action subversive de Templin avec ou sous la direction des forces hostiles de la zone d'opérations.

Échéance: Après la mise en œuvre du point 2 / Responsable: Capitaine Haas

5.9. Examiner la possibilité de publier dans la zone d'opérations, contre la volonté de Templin, certains documents écrits dans lesquels Templin a été fortement impliqué en vue de créer une profonde discorde entre Templin et ses milieux hostiles à l'État en RDA.

Échéance: en cours / Responsable: Capitaine Haas

5.10. Rechercher et assigner un collaborateur officieux apte à établir des relations extraconjugales intimes avec Regina Templin (l'épouse de T.), pour ébranler les fondations du mariage de Templin.

Échéance: 2e trimestre 1986 / Responsable: Capitaine Haas

BStU, MfS, AOP 1057/91, Teil V, Bd. 1, Bl. 152

33

Das Ende der Staatssicherheit

La fin de la Stasi

Un trou dans le rideau de fer

Dans les années 80, le Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) fut contraint, en raison de la crise de son économie et des conflits politiques croissants avec l'Occident, de restructurer son système de gouvernement.

Mikhaïl Gorbatchev, secrétaire général du PCUS depuis 1985, fut l'instigateur de ce processus de réforme, nommé «perestroïka» (restructuration). En avril 1987, à Prague, il déclara: «Chaque pays socialiste a sa propre structure, et chaque parti frère décide de sa propre ligne politique en fonction de ses conditions nationales respectives», annonçant ainsi la fin de la domination soviétique dans les pays du bloc de l'Est.

Le SED ne pouvait plus compter sur l'Union soviétique et ses chars pour rester au pouvoir. Lorsque la Hongrie démantela les barrières qui entravaient sa frontière avec l'Autriche, au début de l'été 1989, des milliers d'habitants de la RDA profitèrent de ce passage pour fuir vers l'Ouest.

Au sein même de la RDA, des protestations s'élevèrent, en particulier contre la falsification des élections municipales du 7 mai 1989. Dans de nombreuses villes, des manifestations furent violemment réprimées par la police populaire et le MfS.

Légende des illustrations

Gardes-frontières hongrois (2 mai 1989)
Ce jour-là, la République populaire de Hongrie commença à démanteler les barrières frontalières qui la séparaient de l'Autriche. Cet événement fit la une des journaux du monde entier.
AP Photo, crédit photo: Bernhard J. Holzner

34 Die Partei verliert die Kontrolle
Le Parti perd le contrôle

Le régime commence à vaciller

L'exode des dizaines de milliers de personnes qui fuirent la RDA au cours de l'été 1989, les manifestations et les critiques ouvertes à l'égard du régime ébranlèrent le SED. Le 18 octobre, le Comité central du SED destitua Erich Honecker de ses fonctions de secrétaire général du Comité central, de président du Conseil d'État et de président du Conseil de la défense nationale de la RDA. Le 7 novembre, le Conseil des ministres de la RDA, y compris Erich Mielke, ministre de la Sécurité d'État, démissionna. Seulement deux jours plus tard, ce fut la chute du mur de Berlin.

La population, rassemblée dans des manifestations massives, exigea dès lors la dissolution du MfS et l'ouverture d'une enquête sur ses activités. La Stasi perdait de plus en plus le contrôle. La nouvelle direction du SED tenta de sauver le MfS des bouleversements politiques: le 17 novembre 1989, la Chambre du peuple décida de rebaptiser ce ministère «Office de sécurité nationale» (AfNS). Le lieutenant-général Wolfgang Schwanitz (né en 1930), qui était jusqu'alors l'un des adjoints de Mielke, en devint le nouveau chef. Ce changement de structure et de dénomination des départements était censé simuler une réforme. L'ancien objectif fut toutefois maintenu: la protection du socialisme et la lutte contre ses «ennemis».

Légende des illustrations

Acte de licenciement d'employés de l'AfNS
La réduction des effectifs fut l'une des premières mesures prises dans le cadre de la restructuration du MfS (devenu l'AfNS) décidée le 17 novembre 1989. Un peu moins de deux mois plus tard, le 13 janvier 1990, l'AfNS reçut un ordre de dissolution définitive.
BStU, MfS, BdL/Doc. nº 008409, photo 2

–

Formulaire pour la partie intérieure d'une carte d'identité dans le cadre du projet de «protection de la constitution» de la RDA (1990)
Collection de l'ASTAK e. V.

–

Manifestation sur l'Alexanderplatz à Berlin-Est (4 novembre 1989)
La Stasi documentait les slogans inscrits sur les banderoles.
À gauche: «Stasi dégage», à droite: «Envoyez la Stasi à Benghazi»
BStU, MfS, BV Berlin, Fo 3, photo 2, 31

–

Manifestants devant le palais de la République à Berlin-Est (7 octobre 1989)
Alors que les célébrations officielles du 40e anniversaire de la fondation de la RDA doivent se tenir le soir même au palais de la République, de plus en plus de manifestants se rassemblent devant le bâtiment.
Robert-Havemann-Gesellschaft e. V., crédit photo: Nikolaus Becker

35

Maueröffnung
La chute du mur

«Le mur doit disparaître!»

Pour répondre aux exigences de la population de la RDA en matière de liberté de circulation, la direction du SED finit par faire appel à quatre agents du ministère de l'intérieur et de la Stasi pour élaborer un règlement provisoire sur les déplacements. Le Comité central du SED et le Conseil des ministres de la RDA approuvèrent le projet de règlement avec des modifications mineures. Cette réglementation devait être annoncée à 4 heures du matin le 10 novembre 1989. Peu avant la conférence de presse du 9 novembre prévue à 18 heures, Egon Krenz, nouveau secrétaire général du SED depuis le 17 octobre, remit ce document à Günter Schabowski, membre du Politburo. Il ne l'informa manifestement pas du fait que l'annonce ne devait avoir lieu qu'à 4 heures le lendemain matin. Vers la fin de la conférence de presse, M. Schabowski, en réponse à la question d'un journaliste, expliqua le nouveau règlement qui permettrait à chaque habitant de la RDA de quitter le pays par les points de passage frontaliers. Lorsqu'on lui demanda quand ce règlement entrerait en vigueur, Schabowski prononça finalement ces mots historiques: «À ma connaissance... tout de suite, immédiatement». Des milliers de personnes se dirigèrent alors vers la frontière. Au cours de la soirée, les citoyens forcèrent l'ouverture de certains postes frontaliers vers Berlin-Ouest.

Légende des illustrations

Foule réunie au poste frontière de la Bornholmer Straße à Berlin (9 novembre 1989)
Des milliers de Berlinois de l'Est prirent au mot l'annonce de la possibilité «immédiate» de se rendre à l'Ouest et se rendirent aux postes frontaliers. Sous la pression de la foule, les gardes-frontières ouvrirent d'abord les points de passage de la Sonnenallee et de la Bornholmer Straße.
Umbruch Bildarchiv, crédit photo: Wolfgang Sünderhauf

–

Günter Schabowski lors de la conférence de presse historique du 9 novembre 1989
Günter Schabowski informe la presse que le Politburo a adopté une nouvelle réglementation autorisant les déplacements libres et les visites. Lorsqu'on lui demande à partir de quand cette réglementation entrera en vigueur, il répond: «Tout de suite, immédiatement!»
Archives fédérales, photo 183-1989-1109-030

–

Calepin de Günter Schabowski
Schabowski avait ce calepin devant lui lors de la conférence de presse historique du 9 novembre 1989. Le nouveau règlement sur les déplacements de la RDA, annoncé de manière fortuite, conduisit directement à la chute du mur de Berlin.
Fondation Haus der Geschichte; EB-nº 2015/01/0001.1, crédit photo: Axel Thünker

–

Des citoyens de l'Ouest et de l'Est sur le mur au niveau de la porte de Brandebourg (10 novembre 1989)
REGIERUNGonline/Klaus Lehnartz

36

Besetzung der MfS-Dienststellen
L'occupation des bureaux de la Stasi

Des citoyens courageux mettent leurs dossiers en lieu sûr

Face à l'évolution politique rapide et à l'ouverture de la frontière, les agents de la Stasi craignaient que les informations sur leur travail et sur les collaborateurs officieux soient divulguées au public. Au vu de l'aggravation de la situation, le ministère se mit à détruire des documents dès novembre 1989. Les dossiers furent transférés des bureaux de district aux administrations centrales des districts. En outre, des dossiers et des documents qui incriminaient des personnes furent brûlés ou déchiquetés.

Bien que les agents se soient efforcés d'agir en secret, la destruction des dossiers ne passa pas inaperçue et des citoyens courageux s'opposèrent à cette destruction des preuves: ils prirent d'assaut les administrations centrales et les bureaux des districts de la Stasi et parvinrent à empêcher l'élimination de documents à de multiples reprises.

La population étant méfiante vis-à-vis des institutions de l'État, des comités citoyens se formèrent dans les districts. Ces comités devaient veiller à la dissolution de la Stasi. Toutefois, comme on le sait aujourd'hui, des agents de la Stasi prirent activement part aux travaux des comités: ils exigèrent même à plusieurs reprises que ces comités poursuivent la destruction des documents, sous leur supposée protection. Les comités citoyens surveillaient les services de la Stasi dans le cadre de «partenariats de sécurité» avec le parquet et la police populaire, mais les militants pour les droits civiques ne pouvaient être présents 24 heures sur 24. Lorsqu'ils étaient absents, les agents du ministère poursuivaient la destruction des dossiers.

Légende des illustrations

Instructions du chef de l'AfNS, page 1 (22 novembre 1989)
Les anciens services de district du MfS, désormais ceux de l'administration de la sécurité nationale, devaient réduire le volume des dossiers en transférant des documents vers les bureaux de district pour la sécurité nationale. Les agents avaient pour mission d'apporter les documents concernant les collaborateurs officieux et les dossiers aux bureaux de district, où il serait décidé de les archiver ou de les détruire.
BStU, MfS, BdL/Doc. 8996, photo 1

–

Instructions du chef de l'AfNS concernant la destruction des dossiers, page 5 (22 novembre 1989)
L'annexe du document contient la liste des documents à détruire.
Devaient ainsi être détruits les documents sur:
«– des commentaires négatifs verbaux ou écrits ou
des actes de résistance passifs (par exemple quitter le parti, refuser de
prêter serment de confidentialité) concernant les dissidents;
– les non votants; [...]
– les demandes de mariage avec des étrangers;
– les personnes au mode de vie antisocial; [...]
– les assistants bénévoles de la police populaire allemande.»
BStU, MfS, BdL/Doc. 8996, photo 5

Bureau pour la sécurité nationale du district d'Erfurt (4 décembre 1989)
Aux alentours de huit heures, un camion de la compagnie municipale de transport bloqua l'entrée du bureau de district afin d'empêcher la poursuite de l'évacuation des dossiers et leur destruction.
Gesellschaft für Zeitgeschichte e. V., crédit photo: Andreas Gießler

–

Dossiers brûlés au bureau pour la sécurité nationale du district d'Erfurt, Andreasstraße (4 décembre 1989)
Gesellschaft für Zeitgeschichte e. V., crédit photo: Sascha Fromm

–

Le chef du bureau pour la sécurité nationale du district d'Erfurt, le major général Josef Schwarz (au centre), négocie avec les manifestants (4 décembre 1989)
Gesellschaft für Zeitgeschichte e. V., crédit photo: Sascha Fromm

–

Un procureur militaire verrouille des locaux du bureau pour la sécurité nationale du district d'Erfurt (4 décembre 1989)
Tandis que le procureur verrouille les locaux, des membres du comité citoyen regardent par dessus son épaule. Au centre se trouve le collaborateur officieux «Schubert».
Archives nationales, photo 183-1989-1204-024, crédit photo: Heinz Hirndorf

–

Membres du comité citoyen lors du contrôle du véhicule d'un agent de l'AfNS (4 décembre 1989)
Pour empêcher la destruction ou la délocalisation des dossiers, les membres du comité citoyen contrôlaient les véhicules et les sacs des agents.
Gesellschaft für Zeitgeschichte e. V.

–

Bureau pour la sécurité nationale du district de Leipzig (4 décembre 1989)
Le soir du 4 décembre 1989, des manifestants occupent le bureau du district de Leipzig.
Ullstein Bild, crédit photo: Wolfgang M. Weber

37

15. Januar 1990

Le 15 janvier 1990

L'occupation de la centrale

Le Nouveau Forum, la section la plus influente du mouvement citoyen en RDA, avait appelé à manifester le 15 janvier 1990. La cible était la centrale du ministère de la Sécurité d'État (MfS)/Office de sécurité nationale (AfNS), située à Berlin-Lichtenberg. Vers 13 heures, les employés quittèrent les lieux. Peu après, les locaux furent cédés aux représentants des comités citoyens régionaux, du parquet et de la police populaire. Ces acteurs formèrent un «partenariat de sécurité».

En apparence, la centrale était désormais à l'abri de toute nouvelle perte de preuves et de dossiers. Or, ce n'était pas le cas: la destruction de dossiers se poursuivit jusqu'à l'été 1990, presque sans entrave, sous la protection des procureurs de la RDA et de la police populaire.

Le 15 janvier 1990, en début de soirée, de nombreuses personnes répondirent à l'appel et se rassemblèrent devant les portes de la centrale. Lorsqu'elles s'ouvrirent, les manifestants se ruèrent sur le site. Ils pénétrèrent d'abord dans le seul bâtiment éclairé du site: l'aile réservée à l'approvisionnement. Les dossiers contenus dans le bâtiment des archives et dans les autres «maisons» étaient en grande partie intacts. On ignore encore aujourd'hui si les manifestants ont été délibérément détournés des bâtiments importants. L'occupation de la centrale se déroula pacifiquement: il n'y eut aucun blessé et les dégâts matériels furent mineurs. Le Comité citoyen de Berlin se mit à l'œuvre pendant la nuit.

Légende des illustrations

Tract du Nouveau Forum de Berlin-Köpenick (janvier 1990)
Le texte est le suivant:
«Défendez-vous! Descendez dans les rues!
Le gouvernement ne prend ni la Table ronde, ni le peuple au sérieux.
Le SED se sent à nouveau puissant. La STASI sera le «protecteur de la Constitution».
Rien n'a changé dans les usines.
Sans violence – avec couleur et imagination
Lundi 15 janvier 1990 / NORMANNENSTR. / Entrée principale sur la Ruschestraße
Nouveau Forum de Köpenick / 17 heures."
Collection de l'ASTAK e. V.

–

Manifestant tenant une pancarte de protestation (15 janvier 1990)
Cet homme se trouve sur un poste de garde à l'entrée de la Ruschestraße, où le personnel du MfS/AfNS contrôlait préalablement l'accès à la zone fermée, et fixe la pancarte sur le portail.
C'est là que les agents du MfS/AfNS contrôlaient les visiteurs qui arrivaient sur les sites inaccessibles au public.
On peut lire sur la pancarte: «Tabassages / coups / écoute clandestine / espionnage / emprisonnement» Dans le texte allemand, les premières lettres des mots forment le mot «STASI».
Crédit photo: Ralf Drescher

Les manifestants entrent sur le site par la porte de la Ruschestraße (15 janvier 1990)
Les voitures appartenaient à la police populaire, qui, avec les représentants des comités citoyens régionaux, sécurisait le site depuis la mi-journée.
Crédit photo: Ralf Drescher

–

Manifestants dans le réfectoire de la Maison 18 (15 janvier 1990)
Crédit photo: Ralf Drescher

–

Escalier de la Maison 18 (15 janvier 1990)
La Maison 18 disposait de cantines, d'un grand cinéma et de divers commerces pour les agents du MfS/AfNS.
Crédit photo: Ralf Drescher

–

Vestibule de la Maison 18 (15 janvier 1990)
Les documents dispersés n'étaient que des documents provenant de l'annexe économique et d'approvisionnement, mais les représentants du comité citoyen les collectèrent par la suite.
Crédit photo: Ralf Drescher